

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!...

vendredi 23 novembre 1923

Sommaire :

Les incidents d'Aix-la-Chapelle

et l'opinion italienne

Norbert Wallez

Les " Exemples ", d'un Ermite siennois

Alexandre Masseron

Coolidge, philosophe et

homme politique Yankee

Hoffman Nickerson

L'esprit de saint François de Sales

et les fils de Dom Bosco

Abbé Jacques Leclercq

Le budget de 1924

Comte Louis de Lichtervelde

Le retour à la tanière

Firmin van den Bosch

Les idées et les faits : Chronique des idées : Un grand écrivain méconnu,
J. Schyrgens. — Espagne.

La Semaine

* La situation européenne n'est dominée ni par le problème du contrôle militaire interallié, ni par la présence du Kronprinz à Berlin, mais par la campagne électorale en Angleterre. Son résultat influencera de façon décisive, peut-être, le cours que prendront les événements.

On a insisté à nouveau, ces jours-ci, chez nous, sur l'importance du maintien à tout prix de l'union entre les alliés : France, Angleterre, Italie, Belgique.

Oui, pareille union est infiniment souhaitable, mais est-il démontré qu'elle soit compatible avec la solution la meilleure à donner au problème allemand ? Ce n'est pas l'union, comme telle, qui importe, mais la solution qu'elle permet de réaliser. L'Angleterre ne pose-t-elle pas des conditions telles que l'union ne reste possible qu'au prix de sacrifices compromettant sécurité et réparations ? Ceux qui crient « casse cou ! » quand menace la rupture doivent faire la preuve que Londres ne souhaite pas voir les choses se gâter.

* Grand et habile plaidoyer de M. Faspar à la Chambre en faveur de « sa » politique rhénane, mais la vraie question est restée sans réponse : nous sommes en Rhénanie depuis cinq années, or, jamais — surtout depuis la lamentable affaire d'Aix-la-Chapelle — jamais notre situation n'y fut moins favorable. Comment sommes-nous arrivés à nous faire si mal voir ? Pourquoi les chances d'une Rhénanie autonome ou indépendante sont-elles plus minces que jamais ? Le problème rhénan est vital pour nous. En cinq ans nous avons obtenu un résultat diamétralement opposé à celui qu'exige notre intérêt. Pourquoi ?

* Espagne et Italie fraternisent. Si le dictateur es agnol redresse son pays comme Mussolini a redressé le sien, l'Union des deux nations pèsera grandement dans la politique européenne. Le mot d'Alphonse XIII, mettant en quelque sorte la Catholique Espagne aux ordres du Pape, rend un son auquel on n'était plus guère habitué en Europe.

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique.

CHOCOLAT

D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETS

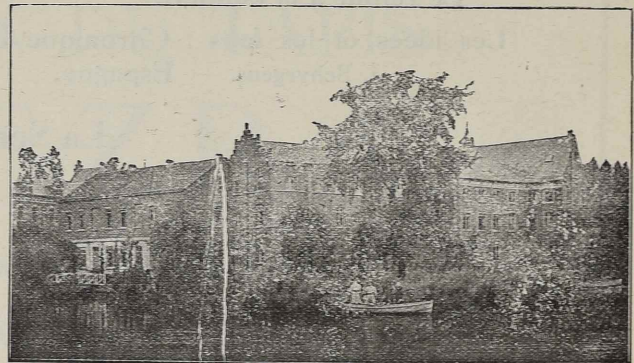


JULES DE WAELE

Rue Saint Hubert
Woluwe St-Pierre

Téléph. : 32194

Institut S^{TE}-ANNE



DIRIGÉ PAR LES

SŒURS DE L'UNION AU SACRÉ-CŒUR

situé dans un coin du pays brabançon

à HOEGAERDE (près Tirlemont)

*au sein d'un vallon choqué par la nature
entouré d'un parc de 7 hectares*

SECTION MÉNAGÈRE SUPÉRIEURE

SECTION DES LANGUES MODERNES

Chaque élève jouit d'une chambre garnie

Prix de la Pension : 1800 francs

Les incidents d'Aix-la-Chapelle et l'opinion italienne

Convient-il que nous fassions écho aux commentaires que produisirent à Rome, dans divers milieux, les incidents d'Aix-la-Chapelle au cours desquels se sont heurtés des délégués du gouvernement belge et des séparatistes rhénans ?

Nous le croyons. Le sort des populations qui vivent à l'Est immédiat de nos frontières engage d'incomparable façon notre sécurité, notre prospérité, notre puissance, notre prestige et le catholicisme. Tout avis, toute opinion qui peut nous acheminer vers des décisions utiles doit, semble-t-il, être accueilli avec empressement par chacun des citoyens qui méritent ce beau titre.

Dans les textes qui suivent, on trouvera des idées et des sentiments qui ne concordent pas parfaitement avec les nôtres. Nous prions ceux qui prendront la peine de lire cet article de se rappeler que nos interlocuteurs étaient des fils d'une autre nation, très amis sans doute de notre patrie, mais très résolus à poursuivre une politique qui fut spécifiquement italienne.

* * *

Commençons par signaler l'étonnement, l'agacement même, de plusieurs des journalistes et des hommes politiques de la Péninsule avec qui nous envisagions ces problèmes, de constater que les premiers commentateurs, sinon les premières informations sur les incidents d'Aix-la-Chapelle avaient été fournis à la presse de leur pays par la France.

On craint là-bas — et beaucoup — une hégémonie française ; on y souhaite ardemment que nous ayons une personnalité bien définie afin qu'il existe, un jour prochain, une politique italo-belge. Pourquoi laisserions-nous cette idée s'accréditer que les juges les plus actifs, les plus rapides et les plus écoutés de nos projets ou de nos actes dans les affaires internationales sont à Paris, alors que, de toute évidence, ils doivent être à Bruxelles ? (1) Possédons-nous des hommes à même d'accomplir excellentement cette besogne ? Si nous n'en possédons pas, pourquoi ne pas prendre soin d'en former immédiatement quelques-uns ? Et si nous en possédons, pourquoi tarderions-nous à nous servir d'eux ?

Autre constatation : Ces publicistes français parlaient de l'attitude de nos chefs en pays rhénan comme d'une infidélité de la Belgique à la France, comme d'un effort de nos dirigeants de ne plus se conformer désormais aux directives du Quai d'Orsay.

Quels importuns et fâcheux propos ! Comme, devant des étrangers qui désirent nous voir très fiers, nous en éprouvions du dépit et même du courroux ! Nous sommes alliés, certes, et de bon cœur, mais c'est pour sauvegarder aussi nos intérêts propres. C'est donc de l'aptitude de notre politique à nous donner ces avantages qu'il devrait être question, c'est de sa pertinence seulement qu'il conviendrait de discuter. Nous

(1) Signalons, en le regrettant, que les journaux italiens n'ont pas de correspondant notable chez nous. Il est vrai que nos journaux sont presque aussi négligents de ce qui se passe dans la Péninsule.

souhaitons avec force que les journalistes parisiens se convainquent vraiment de cela....

* * *

Il nous paraît incontestable que les élites d'Italie commencent enfin d'examiner avec clairvoyance le problème rhénan.

Il y a deux mois, au cours d'un premier voyage, nous étions presque seuls à tenir ce langage, notamment dans un interview au *Messagero* qui provoqua quelque surprise. Cette fois plusieurs le tenaient d'une façon remarquablement nette et tendue :

« Si la Prusse reste maîtresse des populations qui vivent le long du Rhin, elle risquera contre l'Occident une terrible revanche. Elle lancera très vraisemblablement ses hordes vers le Haut-Adige. Pendant cette sanglante épreuve des peuples de culture latine et catholique, l'impérialisme anglo-saxon prendra de nouveaux accroissements.

» Si la France s'établissait puissamment en Rhénanie, la France conjoignant au fer lorrain et au fer normand le charbon d'Aix-Erkelenz et le charbon de la Ruhr, aurait le contrôle de la métallurgie européenne et, par la métallurgie, elle dominerait la plupart des industries du Vieux-Monde. Que deviendrait, en ce cas, l'Italie qui ambitionne, d'un magnifique élan, la puissance et qui manque à la fois de combustibles et de minerais ? En outre, la France serait tranquille dans le Nord et dans l'Est. Elle pourrait porter son redoutable effort en Méditerranée. Elle pourrait s'affronter à l'Italie avec toutes ses ressources. Quel obstacle à nos volontés passionnées de recouvrer sur ces eaux que notre race parcourt et illustre depuis deux millénaires, un rôle glorieux, un rôle prépondérant ! »

Le moment était favorable, n'est-ce pas ? de préconiser cette solution que les lecteurs de la *Revue Catholique des idées et des faits* connaissent bien : une fédération de la Belgique et de la Rhénanie.

— « Par ce moyen, disions-nous, le Reich perdrait six cent mille soldats, un outillage incomparable et un point de départ à une trentaine de kilomètres de Liège, pivot de la défense occidentale. Il serait donc très affaibli, quelles que pussent être ses frénésies guerrières.

» Par ce moyen aussi il y aurait dans le Nord contre poids aux forces françaises. L'Italie aurait des facilités appréciables de s'établir dans la Mer du Milieu, dans l'Afrique Septentrionale et la Proche Asie.

» Bref, on assurerait de la sorte par un vigoureux équilibre, 1^o la sécurité de la Belgique, de la France et de l'Italie à l'encontre des revanchards prussiens ; 2^o leur indépendance à l'encontre des impérialistes anglo-saxons ; 3^o et en même temps, au sein de la trinité : Belgique-France-Italie, une meilleure répartition des profits, des libertés, et des prestiges auxquels ces trois peuples peuvent prétendre. »

Quel que fût le faste du banquet du 3 novembre à l'Excelsior, quel que fût son entrain, par-dessus les cristaux, les porcelaines, les argenteries, les vins, les sucreries et les fleurs, nos interlocuteurs et nous, nous crayonnions avec une fièvre lucide des croquis sur des bloc-notes, sur les cartes du menu et la nappe même.

Emportés par le sens politique si sûr et si vibrant de leur race, nos amis de la Péninsule s'appliquaient à des démonstrations, les gestes impatients, les yeux durs, la bouche mobile, mais d'une belle animosité, les mots pressés, clairs, se haussant maintes fois jusqu'au cri.

M. Mittiga du *Corriere d'Italia*, M. Capasso du *Corriere Italiano* et M. Bellonei de l'*Epoca* nous semblaient particulièrement prompts à cette controverse.

— « Somme toute, finit pas nous dire l'un d'eux, vous pensez que sans une fédération belgo-rhénane, le Cabinet de Paris acquerra des atouts tels que nous nous trouverons dans une crise semblable à la crise des temps napoléoniens, quand la France prétendit avoir en Europe une autorité plus grande que ses forces ? »

— « Oui, répliquions-nous. Avec cette différence toutefois que la France se trouve à présent dans une situation pathétique. Elle dispose d'une armée formidable, mais elle manque d'enfants ! Dans vingt ans, dans dix ans, elle n'aura plus que des effectifs réduits. Comment n'essaierait-elle pas d'obtenir aussitôt des garanties contre un affaiblissement aussi lamentable ? »

A toutes ces considérations nous mêlions, et très fermement, celles qui nous paraissaient commandées par le souci du catholicisme.

Quelques jours après, *Il Popolo*, le principal organe de Don Sturzo, discutait nos vues à ce sujet, après avoir reconnu que la *Revue Catholique des idées et des faits* est « un modello di rivista ».

Il Popolo commençait par mettre en doute que les Rhénans fussent soumis aux vexations du protestantisme prussien.

Et il s'empresait d'ajouter ces graves réserves : « Il est bon que la Rhénanie fasse partie d'une nation protestante. Notre Foi est faite pour s'épandre. Grâce à cette incorporation dans le Reich de peuples qui vivent le long du Rhin, nos saintes croyances pénètrent en Prusse, elles y chassent l'hérésie, elles finiront par gagner les Ostelbiens à l'Église. Emanciper les Rhénans, les soustraire au Gouvernement de Berlin, c'est donc affaiblir profondément le Catholicisme allemand, et par lui le Catholicisme universel. »

Nous ne discuterons pas ces assertions, si intéressantes qu'elles soient,

Nous nous bornerons, pour ne pas sortir du cadre de cette étude, à poser ces deux questions :

1. Les catholiques n'ont-ils pas plus souffert du protestantisme prussien, dans leur formation intellectuelle, dans leur conscience, dans leur philosophie, leur morale et leur théologie même, qu'ils n'ont évincé le luthéranisme des régions de la Sprée ? L'attitude de maints prélats, le langage et les actes de maints prêtres rhénans au cours des hostilités, avant la guerre et depuis la guerre nous autorisent, croyons-nous, à redouter, par souci des destinées de notre Église, que la Rhénanie continue d'être sous un État Prussien.

2. L'Église perdrait-elle de ses capacités d'expansion, ferait-elle en Brandebourg ou en Poméranie moins de conquêtes si les Rhénans, s'unissant à nous constituaient, avec nous une fédération qu'un catholicisme très pur alimenterait et qui se vouerait au triomphe du catholicisme ? Il y a, pour les régions, des phénomènes comme celui de l'attraction par les

masses. Dix-huit millions d'hommes, groupés, qui vivent avec une apostolique ardeur leur *credo* et qui concertent leurs efforts pour le propager, ont certes plus de chances d'entraîner, de convertir et de sauver des populations voisines que s'ils étaient séparés en deux groupes, ignorants l'un de l'autre ou dressés l'un contre l'autre ; et au profit de qui, grand Dieu !

* * *

Nous avions l'impression qu'à ce point de la joute nos adversaires ne l'emporteraient pas sur nous.

Mais des questions embarrassantes allaient nous être posées bientôt.

— « Les intérêts de la Belgique étant engagés au succès de cette politique, comment appréciez-vous l'attitude de votre Gouvernement ? »

Fallait-il avouer en ce moment et en pareil lieu toute notre pensée ?

Quelques journaux de la Péninsule ayant affirmé, nous ne savons d'après quelles informations, que le Gouvernement ne se résignait pas à la passivité et au renoncement le long du Rhin, mais qu'il y avait seulement parmi nos chefs hésitations et pour parler sur le meilleur parti à prendre (1), nous nous empressons d'y faire écho.

— « Et puis, eûmes-nous à cœur de dire, prenez donc la peine d'attendre. Si nos dirigeants ont tergiversé ou s'ils ont craint de s'engager peu ou prou, pourquoi persévéraient-ils dans cette attitude ? L'Allemagne oscille entre deux partis extrêmes : une ardente revanche ou un bolchévisme furieux. En toute hypothèse nous ne nous garderons d'elle que pour une Rhénanie orientée vers Anvers et vers Bruxelles, fédérée avec nous et résolue à lier à notre sort son sort. Plus la France entreprendra le long du Rhin, plus la Belgique y devra entreprendre aussi. Et plus la Belgique y entreprendra, plus l'Italie devra lui donner son concours pour qu'elle triomphe à la fois du Cabinet de Berlin, du Quay d'Orsay et du Cabinet de Londres. Nous sommes moralement convaincus que les hommes éminents qui ont la charge de veiller à nos destinées ne sont pas inactifs et trembleurs. S'ils ont tardé, soyez sûrs qu'ils s'acharneront à regagner le temps perdu. »

— « Comment ? — interrogea-t-on avec une curiosité qui ne manquait pas d'ironie — la France s'est emparée, à vos dépens, de tels atouts ! »

— « Oui, nos alliés ont été très ingénieux et très prompts. Mais nous conservons des chances exceptionnelles de succès. La France inquiète beaucoup de Rhénans par sa hâte et par sa puissance. Elle les amène à croire qu'elle veut les annexer et les dominer. Nous, Belges, on ne nous soupçonnera pas de pareils desseins. C'est en libérateurs que nous voulons apparaître sur les bords du grand fleuve. Oh ! non par des discours ou des affiches, comme firent les hommes de la Convention, mais par des mesures discrètes, régulières, judicieuses, presque inaperçues, mais d'une efficacité certaine. Lesquelles ? 1. Remplacer par des fonctionnaires rhénans les fonctionnaires prussiens ; 2. autoriser les Rhénans à prélever eux-mêmes les impôts de la Rhénanie et pour la Rhénanie ; 3. rendre aux familles rhénanes, au clergé rhénan, aux pédagogues rhénans les libertés scolaires les plus substantielles et les plus étendues afin que les petits Rhénans grandissent dans le savoir et la

(1) Par exemple, le *Secolo* prétendit savoir que le Roi Albert reconnaissait une république rhénane et qu'un certain nombre de ses ministres jugeaient préférable qu'il y en eût plusieurs, s'équilibrant ou se contrariant l'une l'autre.

fier de leur patrie, très différents des Prussiens, très supérieurs aux Prussiens ; 4. soustraire le catholicisme rhénan à toute autorité du protestantisme prussien ; 5. proclamer les titres, les hauts titres de la Culture rhénane à l'encontre de l'inculture prussienne. Voilà, chers Messieurs, voilà un programme. Critiquez-le donc ! En procédant de la sorte, nous, Belges, nous intéresserons à notre lutte contre le retour de la Prusse en Rhénanie : 1^o les fonctionnaires rhénans ainsi nommés, leurs femmes, leurs enfants, leurs proches ; 2^o les pédagogues et beaucoup d'industriels ; 3^o le clergé et les élites des croyants. La France ne peut rien tenter d'approchant. Son régime est trop centralisateur en faveur de la capitale, il est trop organisé pour soumettre les esprits, les cœurs, les goûts à Paris. Il est trop défiant du catholicisme ou lui est trop ennemi. Enfin la culture française ne s'apparente pas comme la nôtre à celle des Rhénans. Elle est à la fois très différente d'elle et très hautaine vis-à-vis d'elle. »

Manifestement, ces idées rencontraient chez nos auditeurs une adhésion très délibérée, très bienveillante aussi.

* * *

Nous n'étions pas moins de trente discourant, nous échauffant et parfois nous querellant sur ces sujets.

Finalement quelqu'un prononça : « Il y a chez vous, en Belgique, comme il y avait chez nous avant l'avènement de M. Mussolini et du Fascisme, trop de gens qui craignent et qui veulent que leur pays s'embarrasse et se ratatine de ces craintes : crainte du Quai d'Orsay, crainte du Foreign Office.

» Les Britanniques voient l'imminence d'une hégémonie française et ils ne négligeront rien pour l'interdire.

» Les Britanniques voient que la Méditerranée, au travers de laquelle passent les principales routes de leur Empire, est sur le point de leur échapper. L'Italie a maintenant un État remarquablement fort et des fiertés civiques dont on ne trouverait sans doute l'équivalent qu'au temps de nos Césars. Cet État durera. Ces fiertés dureront aussi. Trop soumis aux préventions de la France contre nous, vous avez pris la regrettable habitude de considérer notre pays ainsi qu'une botte. Non, non, cher Monsieur, l'Italie n'est pas une botte, c'est un glaive, un glaive ardemment tendu sur la Méditerranée, sur le cordon ombilical de l'Empire Britannique qui passe par Gibraltar, Malte, Suez. Un premier incident a eu lieu à propos des massacres d'Albanie. Le Cabinet de Londres s'est alors empressé de se déclarer contre nous et de contraindre de faibles peuples à prendre son parti. Vains efforts ! Des incidents plus graves auront lieu. Nous triompherons avec la même assurance. L'Espagne s'ébranle à son tour sur le chemin sévère de la dignité nationale. La dictature hausse là, comme ici, les esprits, les cœurs. Elle tend là, comme ici, les énergies. La presse n'en parle guère. Et tout paraît indiquer que cette réserve est le résultat d'une consigne. Laquelle ? Et de qui ? Quand le Cabinet de Madrid aura fait à l'intérieur du pays les réformes les plus indispensables, il ne tardera pas à revendiquer sa souveraineté sur Gibraltar. Qu'est-ce que les Grecs peuvent tenter contre nous ? Qu'est-ce que les Portugais peuvent tenter contre nos amis d'Ibérie ? La puissance des Britanniques sur la Méditerranée est très menacée, elle est probablement à la veille d'être anéantie (1).

(1) Depuis lors il a été fait très souvent allusion à une alliance de l'Italie et de l'Espagne. Commentant la visite du roi Alphonse XIII à Rome, *Il Popolo d'Italia*, qui passe pour être l'interprète le plus exact des idées de M. Mussolini, écrivait : « L'Italie et l'Espagne sont faites pour s'entendre non seulement par l'affinité de race et la communauté

» Le Foreign Office, cet étonnant organe, cette merveille d'attention, de constance, d'énergie et aussi de dureté, en est convaincu comme nous le sommes.

» Ce passage si commode, que la Mer du Milieu fournit aux Britanniques, ces facilités de joindre par elle les principales parties de l'Empire, ce moyen d'action, ce moyen de suprématie du centre même des régions les plus désirables de l'univers, tout cela pourrait être perdu ; que faire ?

» En retrouver ailleurs et coûte que coûte, l'équivalent.

» Où ? Beaucoup au Nord de la Méditerranée et beaucoup au Sud.

» Beaucoup au Nord, à travers l'Allemagne, la Russie et la Perse. Et c'est ce calcul qui inspire au Cabinet de Londres, depuis un an, sa politique à Berlin, à Moscou et à Téhéran. Cologne est un nouveau Gibraltar.

» Beaucoup au Sud, à travers le Congo (1).

» Mon cher Monsieur, la Belgique est menacée de subordination, de domination par les Britanniques d'un côté et d'autre.

» Elle est menacée en Europe même. Le Cabinet de Londres s'ingéniera à vous affaiblir, à vous priver d'alliés, à vous mettre sous la menace d'une grande Allemagne. La Belgique est menacée dans son Empire Colonial.

» La Fédération belgo-rhénane vous mettrait à l'abri de cela. Elle vous rendrait redoutables, et en vous rendant redoutables elle contraindrait le Cabinet de Londres à vous traiter avec tous les égards que vous méritez. »

* * *

La soirée était terminée depuis longtemps. Les horloges du salon marquaient plus de minuit. Mais comment interrompre un langage de cet intérêt ?

Une heure plus tard nous nous séparions. Le directeur d'un journal très important de la Péninsule dit alors :

« La Belgique a des possibilités incomparables dans la politique internationale. Dans presque tous les différends, elle peut rompre l'équilibre et décider de quel côté sera l'avantage. »

A quoi une haute personnalité du parti fasciste s'empressa d'ajouter :

de religion, mais encore par le parallélisme de leurs positions dans une mer commune, la Méditerranée. Nous, Italiens, nous sommes aujourd'hui quarante millions d'hommes. Nous avons une armée encore illuminée des splendeurs d'une victoire éclatante. Nous avons une jeunesse ardente, guerrière, encadrée dans la Milice. Nous avons un grand chef. Tout l'avenir est pour nous. C'est dans cette atmosphère vibrante de rénovation spirituelle que nous voulons accueillir le souverain d'une grande nation sœur qui ne peut plus être laissée à l'arrière-plan, et qui, dans la balance européenne, doit valoir beaucoup plus que plusieurs petits États hétérogènes. Après les longues générations durant lesquelles ils étaient restés comme endormis et absents de la vie européenne, les bruns Ariens de la Méditerranée se relèvent sous l'admirable soleil et reprennent leur route. Mussolini a compris ce destin de renaissance et voici que son esprit vigoureux, par delà la mer et la Sardaigne, se tend vers l'Espagne. »

(1) Nous ne savons si nos interlocuteurs avaient une documentation qui leur permit d'étayer chacune de ces assertions ou s'ils suppléaient par une sorte de prescience ou une sorte d'instinct aux preuves qui leur manquaient. Il n'en est pas moins exact qu'en 1921, le *Daily Telegraph* publia une étude importante sur le chemin de fer Cap-Caire et le chemin de fer Lobito-Bay-Katanga, avec cette conclusion : « Grâce à ces deux chemins de fer, nous aurons une ligne de soutien pour l'Égypte et les Indes, de telle sorte que nous pourrions, sans grand dommage, supporter que la Méditerranée nous soit fermée. Pour la Grande-Bretagne, le chemin de fer Lobito-Bay-Katanga est le plus grand chemin de fer stratégique du monde. »

Nous avons pris soin d'envoyer ce texte à nos commensaux d'Italie. Ils le liront certainement avec une vive attention.

« La Belgique a rompu l'équilibre en faveur du Monde Latin, il y a neuf ans. Afin d'y parvenir, vous n'avez pas hésité à traverser le tonnerre et la flamme. Pourquoi accepteriez-vous cette fois de vous mettre au service des égoïsmes anglo-saxons ? Vous n'y gagnerez rien. Vous y perdrez immensément. Vous y perdrez de votre indépendance. Vous y perdrez de votre noblesse. Vous y perdrez de votre rayonnement catholique. Vous y perdrez de votre gloire, cette gloire lumineuse et sanglante, la gloire de l'héroïsme dans la fidélité à la plus haute civilisation des humains. Et toutes ces pertes, si douloureuses, si énormes qu'elles soient, ne seront même pas utiles. Les Britanniques possèdent encore des ressources physiques, des appétits, une habitude du commandement. Mais ils n'ont plus d'élan spirituel. Ils ne se meuvent que par des âmes très appauvries, des âmes qui sont presque matière. La fin de leur règne approche. Chez vous, un certain nombre d'hommes influents redoutent la France. A quoi vous servirait-il de vous soustraire à l'influence du Cabinet de Paris si vous tombez sous le joug, le dur et ruineux joug du Cabinet de Londres, qui vous mettrait à portée des crocs d'une Grande Allemagne, comme les mauvais géants de la légende exposaient aux monstres les enfants qui ne leur étaient pas assez dociles ? Le moyen, le seul moyen pour la Belgique de faire équilibre aux impérialismes qui la guettent, c'est en même temps que des influences en Rhénanie une collaboration très intime avec l'Italie. L'Italie et la Belgique ne se heurtent nulle part. Elles se donneront un concours d'une immense valeur partout. »

L'occasion était très bonne de dire ce que nous pensions depuis longtemps :

— « C'est exact, mais qui prendra l'initiative de cette collaboration fraternelle de Bruxelles et de Rome ? Vous la désirez ? Nous la désirons aussi. Vous êtes plus libres que nous. Vous n'êtes pas, comme nous, dans un étai. Commencez donc. Soyez assurés que nous ne vous déroberons pas. »

Les Italiens commenceront-ils ?

Il y a, selon nous, pour notre patrie, peu de questions de politique internationale plus palpitantes, plus excitantes que celle-là.

NORBERT WALLEZ,
Professeur à l'École Supérieure
Commerciale et Consulaire de Mons.



Les "Exemples", d'un Ermite siennois (1)

Lecceto représentait pour les ermites à peu près tout le monde connu : une église et des fresques sous le portique et dans les cloîtres ; une bibliothèque ; des cellules ; quelques grottes, parmi des yeuses touffues, et un petit lac sombre dont les eaux ne reflétaient que l'éternelle monotonie des rameaux toujours verts... Ces Augustins entraient en général au couvent au temps de leur adolescence, et ils n'avaient guère occasion de quitter ensuite les ombrages de la « chênaié antique, charme de sainteté ». Des bandes d'aventuriers assiégeaient le monastère, pillant le grenier et vidant les tonneaux, tuant frère âne ; les Siennois fantasques, imaginant que les ennemis de la République complotaient à San Salvatore ou à San Leonardo, marchant sur le repaire des traîtres, faisant beaucoup de mal, encore plus de bruit, ou renonçant brusquement à leurs projets pour passer à de nouveaux exercices ; la peste dévastant Sienne et le *contado* ; la course

(1) Voir la *Revue catholique des idées et des faits*, du 16 novembre 1923.

alors parmi les campagnes désolées pour porter aux mourants les secours religieux ; les enterrements précipités ; ou de longues files de pauvres gens montant, par les jours de disette, vers la Forêt du Lac, avec leurs paniers et leurs *fiaschi*, pour demander l'aumône de quelques mesures de blé et de quelques gorgées de vin : un Ermite de Lecceto n'avait guère d'autres occasions de se documenter directement sur le monde ; les couleurs du tableau n'étaient pas aimables.

Et si maintenant, curieux comme Filippo degli Agazzari, le bon frère recourait à la documentation indirecte, c'était encore bien pis. Des âmes excellentes lui rapportaient de sinistres nouvelles, à faire frémir, à s'enfoncer dans son capuchon. Le monde était livré au Maudit ; les murs du couvent, la seule barrière. Ici le silence et la mortification, l'obéissance et la pauvreté, l'humilité, l'amour. Et là-bas, où finissaient les yeuses, dans les oliviers gris, sous les tours féodales, ce n'étaient que cris de joie et musique de fête ; joueurs maudissant Dieu, la Vierge et les Saints ; femmes fardées, appâts de luxure et filets du diable ; mauvais prêtres ; mauvais moines ; soif de l'or, infâmies et cruauté ! Qu'attendre, parmi ces crimes qui s'annonçaient sans trêve ? Le châtiement : toujours il venait, tantôt lent, le plus souvent rapide. Il n'était pas difficile de collectionner des « exemples ».

*L'una è sempre in doglia e in pianto,
L'altra è sempre in gioco e festa,
L'una ha il vezzo e il ricco manto,
L'altra il bigio e il velo in testa.
Questo tempo che ci resta
Non vogliam perderlo al tutto,
Ma per trarne qualche frutto,
Noi vogliamo esser dotate (1).*

Ainsi dans une *barzelletta* (2) siennoise, postérieure de quelques années aux *Assemprî*, une troupe légère de nonnettes, défroquées et sans cervelle, comparant la vie claustrale, quittée sans mélancolie, aux années de plaisir qu'elles se promettent si d'aventure on leur fournit les dots qu'elles réclament. Religieuses sans vocation, mises au couvent de force, elles veulent désormais vivre leur vie. Elles sont très modernes.

*Fanciullette semplicelle,
Pure, sciocche, nei primi anni
Fummo fatte monacelle ;
Con lusinghe e con inganni
Ci vestiron questi panni... (3).*

Ces moniales en rupture de ban précèdent, d'une touche brève et sûre, le contraste éclatant des deux vies siennoises : celle de la troupe joyeuse et écervelée que chante Folgore da San Gimignano, et des compagnons de débauche de cette amusante canaille qu'était Cecco Angiolieri ; et celle des Saints et des Bienheureux de la Cité de la Vierge, de la Benincasa et de l'Albizzeschi, de Giovanni Colombini et de l'humble marchand de peignes que Dante a immortalisé dans la *Divine Comédie* (4).

C'est exactement la même opposition que nous marquent les histoires édifiantes de l'Ermite de Lecceto. Mais le rapport est renversé. Les plaisirs bruyants du monde, auxquels aspirent, de tous leurs sens, les défroquées de la *barzelletta*, seront maudits dans les *Assemprî*. Et la plainte désolée du moine qui pleure ses péchés y deviendra une source de joie spirituelle, la consolation de l'âme et sa nourriture mystique.

Fra Filippo, sur le cloître et le monde, traduit ces mêmes idées essentielles que Dante a exprimées par la bouche de la plus suave de ses créatures, Piccarda Donati (5). Il ne lui manque que le génie du Florentin.

Dans la Sienne trécentiste des révolutions et des pestes, les *Assemprî* nous montrent, parmi les plus minutieux détails empruntés à la vie privée, les deux armées qui s'affrontent irréductiblement dans le monde des âmes : celle des jouisseurs et celle des ascètes. La dernière

(1) A. RICCI, *Canzonieri senesi della seconda metà del Quattrocento*, dans *Bullettino senese di storia patria*, 1899, VI, p. 446. — « L'une est toujours en peines et en pleurs ; l'autre est toujours en jeux et en fêtes ; l'une a un collier et un riche manteau, l'autre la bure et le voile en tête. Le temps qu'il nous reste, nous ne voulons pas le perdre en entier, mais pour en tirer quelque fruit nous voulons être dotées ! »

(2) Chanson badine.

(3) *Ibid.* — « Fillettes simplettes, pures, sottes, toutes jeunettes on nous fit nonnettes ; en nous flattant, en nous trompant, on nous revêtit de ces vêtements... »

(4) PIER PETTIGNANO ; *Purgatoire*, XIII, 127-129.

(5) *Paradis*, III, 97-108.

ne pouvait, à l'ombre des murailles de la Cité de la Vierge, venir se placer que sous la protection de la Madone. Quant à l'autre, il semble bien que Messire Satan n'a pas dédaigné de prendre en personne son commandement.

Femmes qui se fardent pour être plus belles qu'une rivale ; joueurs qu'un méchant coup rend meurtriers ; usuriers dont les yeux s'allument à l'éclat de l'or et dont les doigts se crispent sur le métal fauve ; avares et prodiges ; blasphémateurs et violents ; luxurieux et sodomites ; ivrognes qu'on serait tenté d'absoudre ; religieux indignes et prêtres simoniaques ; incantateurs et sorcières, tels sont les personnages ordinaires de plus de la moitié des récits des *Assempri* !

Et puis voici le chef ! Il peut, si on l'exige, passer à cheval la revue de ses troupes : cette monture lui est familière ! Il est multiforme. Il ne prend pas seulement figure humaine. Ainsi des corbeaux de l'enfer troublèrent un certain Marino di Celaio sur la route de Compostelle (1). Et un mauvais prêtre expira étendu sur son lit, comme « un chien très noir et obscur » lui était sauté à la gorge et le tenait gueule contre bouche ; aux cris des gens qui survinrent, le chien passa « entre le mur et le lit, et jamais plus il ne fut aperçu » (2).

Il apparaît, ils apparaissent, les démons nombreux de l'enfer, comme des « ombres noires et très obscures », que l'on voit descendre de l'air et qui « par l'air, par la même voie qu'ils sont venus, emportent en âme et en corps » les joueurs et les blasphémateurs (3).

Le démon n'a d'ailleurs pas besoin de ce subterfuge et, en demeurant invisible, il arrive fort bien au même résultat. Parfois, il n'est aperçu que du seul mourant, que l'on entend crier : « O mes fils, vous ne venez pas à mon aide, et cependant vous voyez que le diable m'emporte ! » (4). Et si les yeux ne voient pas toujours les hordes infernales opérant de nuit, les oreilles les entendent et à longue distance personne ne peut dormir (5) !

Mais la forme humaine a cependant toutes ses préférences. Pour farder une dame, il n'est rien de plus commode que d'emprunter les vêtements de la soubrette et d'avoir « claire expérience » de la qualité des onguents. Et si un soldat, ruiné par la guerre, passe près d'un moulin, le mieux pour le séduire est encore de prendre la figure du meunier (6). L'habit religieux est aussi un bon déguisement : Marino di Celaio, déjà nommé, ayant invoqué le diable après une partie de dés ruinieuse, trouva deux moines dans sa chambre, « assis sur le coffre, au bas du lit ». Il conçut aussitôt des doutes sur la vertu de sa femme, — ce qui pour la réputation de certains cloîtres est assez inquiétant. — et il alla lui jeter au visage quelques injures grossières et sonores. Sa femme, qui était « *onestissima e buona donna* », l'envoya promener en termes vigoureux ; et Marino eut bientôt la certitude qu'il venait de formuler, à l'égard de son épouse légitime, un jugement outrageant et parfaitement téméraire.

Toutes les formes d'ailleurs étaient bonnes au diable médiéval pour venir troubler les consciences humaines. Et il n'avait point redouté de prendre même, un jour, l'apparence du Crucifix : il est vrai qu'il s'agissait de désespérer un compagnon de saint François d'Assise et qu'un projet de cette envergure exigeait des moyens extraordinaires. Inutile de dire qu'il échoua et qu'il dut battre en retraite précipitamment, sur une réponse, d'une indiscutable énergie, que Frère Rufin avait apprise de saint François lui-même : il avait beau être démon, il ne s'attendait pas à celle-là, qui avait fortement l'odeur qui se dégage de la seconde bolge dantesque (7) !

L'une des fonctions les plus importantes, et en tout cas les plus bruyantes, des démons des *Assempri*, agissant en troupes, est d'assurer, aux pécheurs qui le méritent, des funérailles mouvementées d'une nature un peu spéciale. Ils se chargent des « obsèques de leurs misérables serviteurs ». Un gentilhomme de Gubbio, qui s'était confessé à un simoniaque, fut enterré dans une église. Le vacarme commença dès la nuit suivante. Personne ne ferma l'œil, même à bonne distance. On n'eut de repos qu'après avoir détérré « ce misérable corps » (8).

A Padoue, les démons firent un magnifique exploit. Un usurier

blasphémateur avait laissé pour légataire Messire Francesco de Carrara. Ce seigneur fut reconnaissant. Il donna des ordres pour que le corps du *de cuius* fût honorablement enterré et que lui fût construite une belle chapelle funèbre. C'est ici que l'histoire se gâta. Les diables imaginèrent que cette chapelle était leur bien propre et, pendant la nuit qui précéda le transfert des restes, ils la jetèrent dans le fleuve voisin, après y avoir mené un effroyable sabbat. Messire Francesco ne se laissa pas troubler pour si peu et l'édifice fut reconstruit. Les diables recommencèrent l'opération. Messire Francesco accepta le défi de l'enfer ; et la chapelle reparut une troisième fois. Les diables, que ces démolitions commençaient sans doute à beaucoup fatiguer et qui ne voyaient pas la fin de leurs peines, s'avisèrent alors d'un stratagème élégant : ils laissèrent la chapelle debout, mais ils firent disparaître les os de l'usurier de leur sépulture provisoire. Messire Francesco en fut pour ses frais, pour ses frais successifs... (1).

L'armée du mal se rue, dans les *Assempri*, à l'assaut des richesses et des plaisirs, à la conquête du monde où Satan veut régner en maître... Qui donc, pour l'Ermite de Lecceto, va lui barrer la route et humilier son orgueil ?

C'est du sermon et de la satire que tiennent à la fois les « exemples » de Fra Filippo. Le satirique est impitoyable ; mais le prédicateur parle, ou plutôt écrit, au nom d'un idéal austère : cet idéal, il l'a pratiqué lui-même, avant de le recommander aux autres. Le droit de reprocher au monde l'aveugle cupidité, source de tous les vices, ne s'achète que par l'esprit de pauvreté, que l'Ermite a possédé au plus haut degré. Et il passe, à travers les horribles histoires des *Assempri*, un souffle puissant de joie, capable de faire reculer même les armées infernales, toutes les fois que l'auteur célèbre le détachement le plus entier, le mépris absolu des biens éphémères, la pauvreté, poussée jusqu'à cette limite où son amour semble dépasser même les bornes de l'élémentaire prudence : mais ce n'est point sur la prudence humaine que Fra Filippo entend régler les actions des hommes ; la confiance en Dieu est d'un autre secours.

Les greniers et les caves de Lecceto étaient régulièrement vidés entre les mains des pauvres, au temps des famines et des épidémies ; car il y avait presque toujours là un futur Bienheureux qui se chargeait de l'opération, malgré les protestations de ceux qui ne jugeaient pas indispensable d'appliquer à la lettre le Sermon sur la Montagne (2).

Fra Filippo n'était pas de ces derniers : mais du nombre des ascètes qui fondèrent, par leur exemple, la renommée sainte de la Forêt du Lac. Il fut béatifié à la siennoise ; et bien que nous soyons assez mal renseignés sur sa vie, nous connaissons quel était son idéal et quelle était sa rude sincérité : nous sommes assurés qu'il n'a point jugé suffisant de célébrer des vertus héroïques et de les admirer à distance prudente. Il fut le novice de Fra Niccolo Timi, Prieur de Lecceto, mort lui aussi en odeur de sainteté le 8 février 1388 ; et Fra Niccolo demanda expressément, au moment de quitter la terre, que son office funèbre soit célébré par Fra Filippo, en qui il avait reconnu son fils spirituel. Le très long *assempri* 41 n'est que son histoire : il forme le tableau central d'un triptyque, dont le volet de droite nous présente les vertus de Fra Giovanni laico (3) et le volet de gauche les tentations de Fra Giovanni Gucci (4) : toute la vie des Ermites de Selva di Lago déroule, en ces trois récits, ses fastes de gloire divine et d'austérité.

Fra Giovanni laico, dont nous ne connaissons même pas le nom, était parfaitement humble et obéissant, et, dans son obéissance, toujours il paraissait joyeux : il avait évidemment de « la joie parfaite » la même conception que le Pauvre d'Assise (5). Jamais personne ne l'entendit se plaindre ; et jamais pour aucune chose, si basse fût-elle, il ne témoignait de répugnance. Ses confrères, qui étaient beaucoup moins avancés dans la voie de la perfection, ne se privaient point de profiter d'aussi heureuses dispositions : ils se débarrassaient sur lui de toutes les corvées.

Mais, de l'âme rayonnante de cet humble, il émanait comme une puissance mystérieuse. A s'être renoncé lui-même, il avait appris à comprendre et à consoler les autres. Il n'avait détaché son corps de la

(1) *Assempri* 25.

(2) *Assempri* 15.

(3) *Assempri* 14.

(4) *Assempri* 8.

(5) *Assempri* 11, 12, 34, 53.

(6) *Assempri* 2.

(7) *Fioretti*, XXIX ; — *Enfer*, XVIII, 112-136.

(8) *Assempri* 53.

(1) *Assempri* 11.

(2) *Assempri* 41.

(3) *Assempri* 23 ; la vie de ce frère — qui appartenait d'ailleurs au couvent de Sienna, — est celle que les Bollandistes ont traduite en latin dans les *Acta Sanctorum*, octobre, XII, p. 730, 2^{me} édition, Paris, 1884 ; mais Fra Giovanni n'appartenait pas à la famille Chigi,

(4) *Assempri* 24.

(5) *Fioretti*, VIII.

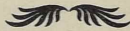
terre que pour permettre à son âme de s'élever jusqu'à Dieu. Il était « de très grande oraison et contemplation ». Dans le siècle, où il avait mené une vie assez dissolue, il n'avait été qu'un travailleur manuel et il ne savait même pas lire. Et cependant personne n'entendait mieux que lui les Écritures ; les doctes ne dédaignaient point de consulter cet illettré ; on venait de tout côté lui demander son avis sur les choses spirituelles et sur les temporelles, comme au Tertiaire franciscain, vendeur de peignes, de la *Divine Comédie* (1).

Fra Giovanni savait trouver dans son cœur les paroles qui apportent aux âmes meurtries la consolation : « et il n'était personne, en quelque tribulation ou mélancolie que ce soit, qui conversant et s'expliquant avec lui ne s'en allât admirablement consolé et pacifié ». Il mourut à genoux, dans son froc d'Ermitte, en lisant la Passion selon saint Luc, au moment où il arrivait à ces paroles : « *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.* »

Lorsque l'heure sonnait de quitter la vie, les moines de Lecceto s'en allaient joyeusement du couvent des yeuses, sans avoir joui des choses de la terre, et persuadés seulement qu'ils s'étaient réservé la meilleure part. Quand le glas tombait de la forêt des chênes sur la campagne siennoise, bourgeois et paysans du *contado* montaient pieusement au couvent vénérer les reliques. Et ils pensaient certainement, si même ils ne proclamaient point sans plus de formalités, que le mort venait de ceindre la couronne mystique des Bienheureux. La plupart des Siennois allèrent assister à Lecceto, aux funérailles de Fra Giovanni Gucci : c'est un pèlerinage qu'ils devaient accomplir souvent, à en juger par le nombre des Ermites que béatifica la voix populaire.

La charité était le centre divin de la vie spirituelle des Ermites de Lecceto, comme cette vertu doit être le centre vers lequel convergent tous les efforts de la vie chrétienne. L'auteur des *Assempri* sait et dit expressément que, sans l'amour, tout le reste n'a point de valeur au regard de Dieu. Et le plus beau portrait, le plus vivant aussi qu'il nous ait tracé, est celui de son maître Fra Niccolo Tini : un apôtre de la charité.

ALEXANDRE MASSERON.



Coolidge, philosophe et homme politique yankee

Avant la grève des policemen à Boston, en 1919, Calvin Coolidge n'était guère connu en dehors des limites de l'État de Massachusetts, dont il était gouverneur. Les policiers de Boston voulaient se syndiquer pour améliorer leurs conditions de travail. Quand on le leur défendit, la plupart d'entre eux firent grève, et cette grève des gardiens jurés de l'ordre provoqua immédiatement l'anarchie. Des bandes de vauriens molestèrent les femmes, bousculèrent de paisibles citoyens et attaquèrent les membres de la police volontaire qui s'étaient offerts pour remplacer les grévistes. Pas mal de carreaux furent brisés et les vols se multiplièrent un peu partout. Le spectacle d'une grande ville terrorisée de la sorte eût été lamentable en tous temps. En septembre 1919, il prenait les allures d'un danger national.

Le gouverneur Coolidge mobilisa toute la garde nationale (la milice d'État) du Massachusetts. Un peu de sang fut versé, mais l'ordre fut rétabli.

Le gouverneur fit plus, il refusa obstinément de reprendre les policiers qui avaient fait grève. Pareille attitude peut être taxée de Courage Politique, avec des majuscules, car tous les politiciens des syndicats de Boston étaient intervenus en faveur

(1) *Purgatoire*, XIII ; voir plus haut.

des grévistes. Le gouverneur était candidat à sa propre succession aux élections de novembre, car le Massachusetts, contrairement à la plupart des États, choisit chaque année son gouvernement. Son adversaire démocrate, un fabricant de chaussures millionnaire, sorte de bolchevik de salon, riche démagogue et spoliateur de ses semblables, se posa en champion des grévistes. Coolidge fut réélu à une écrasante majorité. George Harvey, actuellement ambassadeur, publia les résultats de l'élection dans son magnifiquement caustique « *Harvey's Weekly* ». Sous les chiffres, il reproduisit la déclaration du candidat démocrate évincé affirmant qu'il persistait, malgré sa défaite, à avoir foi dans son programme. Et Harvey de faire suivre la dite déclaration d'une citation de l'Ancien Testament : « Vous avez beau broyer un fou dans un mortier à l'aide d'un pilon, sa folie ne le quittera pas ».

* * *

En l'an de grâce 1919, les défenseurs de l'ordre public apparaissaient comme des chefs hautement nécessaires et utiles à suivre et Coolidge se trouva mis en évidence dans tout le pays. Il fut question de le choisir comme Président. D'aucuns prétendent qu'il eût été nommé si la délégation du Massachusetts avait été unanimement en sa faveur. Mais certains délégués étaient partisans de Léonard Wood et la règle qui veut qu'un candidat ait toutes les voix de « son » État, lui fut défavorable. Après que Harding eût été désigné, le gouverneur du Massachusetts fut nommé par acclamation candidat républicain à la Vice-Présidence.

La Constitution confie au Vice-Président des États-Unis, la présidence du Sénat où il ne peut toutefois émettre de vote que dans les scrutins où les voix s'équilibrent et où la sienne alors décide du résultat. Certains Vice-Présidents ont prétendu avoir le sentiment d'être la cinquième roue du chariot. Un peu de rechange serait une image plus moderne ! Il y a, qu'en temps normal, la Vice-Présidence est considérée comme une charge plus ou moins honorifique.

En invitant le Vice-Président Coolidge à assister à toutes les séances du Cabinet, Harding rompit avec tous les précédents.

Et voilà comment il se fait que le nouveau président des États-Unis entra en fonctions avec une connaissance personnelle des affaires que n'a jamais eue aucun de ceux qui furent Vice-Présidents avant lui.

Le Président des États-Unis est élu indépendamment du Congrès et ne peut être relevé de ses fonctions — pendant les quatre années de son terme — que par un vote de blâme réunissant les 2/3 des voix du Sénat, ce qui d'ailleurs ne s'est encore jamais produit. Le Président nomme et démissionne les ministres de son Cabinet sans en référer au Congrès, et, étant donné le peu d'estime qu'on a pour le Congrès en ce moment, le Président est devenu réellement une sorte de monarque élu.

Calvin Coolidge, qui vient de recevoir les pouvoirs énormes que confère la présidence, n'est pas qu'un homme politique, c'est un Yankee et un philosophe.

On s'imagine généralement à l'étranger que tous les Américains sont des Yankees. Et pourtant, essayez de dire à un Américain des États du Sud qu'il est un Yankee, vous verrez sa fureur. Que si vous traitez de Yankee un Américain de l'Ouest, il ne sera pas peu surpris. Le Yankee est l'Américain des six États qui forment la Nouvelle-Angleterre à l'Est et au Nord-Est de l'État de New-York.

Le type du Yankee est très caractéristique. Sa tradition est calviniste, et dérive donc de la plus rigoriste et de la plus

raisonnée des hérésies du xvi^e siècle, alors que, ailleurs aux États-Unis, ce sont les formes les plus diverses de Puritanisme qui ont dominé la vie américaine.

Le climat et les circonstances ont également contribué à faire du Yankee un type à part. La côte rocheuse de la Nouvelle-Angleterre a produit une race fine, railleuse, humoriste, très différente des populations habitant des régions plus douces.

Dans les premiers temps de la République américaine, le Massachusetts était l'État le plus influent après celui de Virginie. Graduellement l'essor de l'Ouest, le commerce de New-York, l'industrie de la Pensylvanie déplacèrent les centres d'influence. Des six premiers Présidents, quatre étaient de Virginie et deux — les Adams — du Massachusetts. Il était toutefois évident qu'une différenciation aussi forte que celle des habitants de la Nouvelle-Angleterre ferait surgir un des grands antagonismes autour desquels se livreraient les luttes de politique intérieure américaine. Aucun des Adams ne fut réélu pour un second terme et depuis que John Quincy Adams, battu par Andrew Jackson, quitta la Maison blanche en 1828, jamais plus un « Nouvel Anglais » n'en franchit le seuil.

Or, Coolidge est le plus Yankee des Yankees. Pas moyen d'avoir un parler plus nasillard...

Et d'être un Yankee de la Nouvelle-Angleterre « hand-copera » quelque peu Coolidge, plus particulièrement dans ses rapports avec les Américains de l'Ouest. L'Ouest aime le langage fleuri, les belles phrases. Je me rappelle avoir vu l'une des grandes affiches électorales de la campagne de 1828 dont Jackson sortit vainqueur. On pouvait y lire : « Votez pour le Général Jackson. A bas les Yankees » !

L'homme de l'Ouest reproche au Yankee sa « froideur ». En 1919, un maire de Seattle dans l'État de Washington avait réprimé une mauvaise grève. On l'appela dans l'Est où il rencontra Coolidge. Retourné chez lui, on lui demanda ce qu'il pensait de Coolidge. Pour comprendre sa réponse il me faut dire d'abord que Hughes, notre ministre des Affaires étrangères, a toujours été réputé dans l'Ouest comme abominablement froid et peu expansif.

« Coolidge », dit le maire de Seattle, « homme épatant, splendide, chic type ; mais... » et après une longue pause : « si jamais vous êtes dans une chambre avec Hughes et Coolidge, il faudra vous réfugier dans le gousset de Hughes pour ne pas geler. »

* * *

Si le malheur de la Nouvelle-Angleterre fut le calvinisme, sa gloire fut, et est restée, son souci de la culture intellectuelle. Ses écoles, et particulièrement ses universités, sont fréquentées par des jeunes gens venant de tous les coins du pays. On peut dire sans exagération que ce sont les hommes formés là qui ont surtout contribué à sauver l'intelligence américaine de la barbarie. Les matérialistes utilitaires eussent peut-être, sans la Nouvelle-Angleterre, soumis les États-Unis à leur conception. Une société dépourvue de culture traditionnelle et estimée n'eût pu produire la clarté et la profondeur de l'esprit de Coolidge. Pour le prouver il suffit de parcourir les discours qu'il a publiés.

H. G. Wells, ce maître dans l'art de souffler de brillantes bulles de savon, n'a jamais montré plus tristement sa propre insuffisance qu'en dénigrant le livre de Coolidge. Ouvrez-le au hasard, ce livre, et vous trouverez partout des choses remarquables.

Prenons par exemple le conflit qui met aux prises le capital et le travail : « La fin des dividendes pour l'un marque la

fin des gages pour l'autre » ; « l'industrie ne peut prospérer si le travail est mal payé ». Et cet héritier de la tradition de la Nouvelle-Angleterre retourne au plus pur médiévalisme : « ... l'homme qui construit une usine, construit un temple... l'homme qui travaille là, sert Dieu là... et son travail et sa prière ont droit au respect et pas au dédain ».

A un auditoire anxieux de l'entendre dire que les impôts seront diminués : « Je ne suis pas de ceux qui croient que les votes se gagnent par des mensonges, ou par d'habiles expositions de demi-vérités, ou par des conclusions plausibles de prémisses fausses. Un bon gouvernement ne se trouve pas au marché public ».

Et au sujet de la grève des agents de police : « Personne n'a le droit de faire grève au détriment de la sécurité du public, personne, nulle part, jamais ».

Il défend les classiques comme étant les inspirateurs du patriotisme. S'adressant à des universitaires parmi lesquels des soldats fraîchement démobilisés : « Ces jeunes gens dont nous fêtons le retour avec tant de fierté ne s'en allèrent pas pour démontrer leur foi dans la science ; ils n'ont pas offert leurs vies pour défendre leur croyance à telle règle des mathématiques, ou à tel principe de chimie ou de physique. Les lois du monde matériel n'eussent été affectées ni par leur défaite ni par leur victoire. Ils s'en furent pour défendre leur idéal, et cet idéal nous vient des classiques ! »

Au sujet de la révolution et de la réaction : « N'hésitez pas à être aussi révolutionnaire que la science. N'hésitez pas à être aussi réactionnaire que la table de multiplication ».

Il a combattu la grande illusion américaine qui fait s'imaginer que l'on crée des mondes nouveaux par des « fiat » législatifs, et il le fit en des termes qui rappellent l'Antigone de Sophocle.

Élu Président du Sénat de l'État de Massachusetts en 1914, il dit : « Les hommes ne font pas les lois, ils les découvrent. Les lois doivent être justifiées par autre chose que la volonté d'une majorité. Elles doivent se fonder sur la base éternelle du Droit. L'État le plus heureux dans sa forme de gouvernement est celui qui possède les meilleurs instruments pour découvrir les lois ».

* * *

On pourrait craindre qu'un homme aussi déterminé à heurter les idées populaires, n'obtint guère de succès aux élections. Au contraire. Avant d'être gouverneur du Massachusetts, il remporta un *crescendo* ininterrompu de petites victoires aux polls, et cette expérience politique ne manquera pas de lui être très utile.

Que nous apportera sa présidence ? Coolidge n'a guère fourni de quoi le deviner. Son mutisme est célèbre dans le pays entier. On raconte qu'un jour, dînant chez une grande dame de Washington, celle-ci l'assailit de questions dans l'espoir de l'amener à parler de lui-même. A bout de questions, elle crut enfin avoir trouvé : « M. le Vice-Président, quel est votre « marotte » ? »

Coolidge répondit d'un mot : « La politique ».

Trait caractéristique de la « finesse » yankee, le Président ne se livre que quand il le doit. Au plus fort de la lutte pour ou contre l'entrée des États-Unis dans la Société des Nations, Coolidge présidait un débat public entre le sénateur Lodge et le président Lowell de Harvard. Tout autre homme politique eût certainement exprimé en l'occurrence une opinion sur la matière controversée. Coolidge se contenta de dire que le problème de la Société des Nations était de la plus grande

importance et que les deux orateurs étaient des hommes extrêmement distingués.

C'est ainsi que personne ne peut dire ce qu'il compte faire dans les difficultés des producteurs de blé ni dans la question de la prohibition.

Comme gouverneur du Massachusetts il ne s'est prononcé que sur une seule question nationale, la question de la tolérance religieuse suscitée par les agissements du Ku Klux Klan. Ce Klan est une association nouvelle, formidable, secrète, opposée aux nègres, aux catholiques et aux juifs. Pour l'accomplissement de la mission qu'ils se sont donnée à eux-mêmes, ses membres s'en vont la tête couverte de capuchons et masqués. Leurs actes de terrorisme varient depuis l'avis d'avoir à quitter la ville jusqu'à la mise à mort par les pires tortures (ce dont on les a accusés en Louisiane l'hiver dernier, sans toutefois qu'on en ait pu fournir la preuve). Rouer quelqu'un de coups, le rouler dans les plumes après l'avoir enduit de gou-dron, etc., fait partie de l'activité habituelle du Klan.

Ce n'est pas le moment de parler longuement du Klan, et de ses attaches avec les Églises baptiste et méthodiste. Il faudrait le situer dans une étude d'ensemble de la situation religieuse du pays. Bornons-nous à dire que Coolidge, gouverneur du Massachusetts, était en rapports très cordiaux avec les groupes catholiques, très importants, de cet État. Il prit la parole à l'inauguration de « Holy Cross », un institut catholique, et souligna l'importance de l'élément irlandais dans l'armée de Washington ; il a loué en public les Chevaliers de Colomb comme étant une association patriotique. De tout quoi il résulte que le Ku Klux Klan, avec son mélange bizarre de sentiments raciques et de sentiments religieux, n'a pas à compter sur lui.

C'est également comme gouverneur qu'il se prononça quelque peu dans une autre question nationale : il fit un jour un discours où il se montra amical envers le Japon.

Depuis qu'il est Président, il n'a pris position que dans une seule question controversée. Parmi les blancs républicains dans les États du Sud, il y a un groupe qui croit que le parti républicain devrait être exclusivement « blanc ». Les nègres devraient, d'après eux, être exclus. Coolidge les a approuvés assez ouvertement en prenant l'un de leurs chefs comme secrétaire particulier.

* * *

Pour se faire une idée de ce que « sera » Coolidge à la présidence, on en est donc réduit à des conjectures basées sur ce que l'on connaît de sa personnalité et sur la nature des problèmes qui se posent.

L'impossibilité de faire exécuter la loi de prohibition est un scandale national. On pourrait soit mitiger la loi pour en rendre l'application plus facile, soit trouver les moyens de diminuer les violations de la loi en vigueur. Harding avait proposé une réunion des gouverneurs d'États pour examiner la question.

D'autre part, la prohibition n'a pas l'importance politique que l'étranger y croit attachée. Beaucoup de « secs » sont satisfaits de ce que la loi existe et ne se préoccupent guère des violations. Beaucoup d'« humides » se contentent de la loi, pourvu que les violations restent aussi aisées qu'elles le sont aujourd'hui.

Un problème politique autrement important c'est le mécontentement du district producteur de blé. Le fermier de l'Ouest

a toujours été un joueur. Ne cultivant que le froment et dédaignant les autres cultures, il doit nécessairement spéculer. En ce moment, les hauts salaires industriels et le tarif douanier qui les rend possibles, ont maintenu très élevés les prix des objets manufacturés dont le fermier a besoin ; alors que d'autre part la diminution de la demande a fait baisser considérablement le prix de ce qu'il doit vendre. Dans le passé des conditions similaires ont fait naître la plupart des partis politiques qui se sont érigés en tiers dans la lutte entre les deux grands partis et dont les débris jonchent le chemin de la politique intérieure américaine.

L'affaire est politiquement sérieuse, parce que le district « du froment » inclut avec les Dakotas, le Minnesota et l'Iowa. Si le lecteur veut bien se reporter à la carte que j'ai publiée dans le n° du 22 juin de cette *Revue*, il verra que les républicains — le parti du croissant industriel allant du Maine au Minnesota — doivent conserver entier tout ce croissant. Si un État important s'en détachait, les républicains devraient se rattraper dans le Far West et les États du Sud douteux, le Sud « solide » leur ayant toujours échappé.

Or le Minnesota et l'Iowa, bien que votant généralement pour les républicains, comme les autres États du croissant industriel, sont également des États agricoles. En ce moment ils sont très mécontents surtout de l'administration. Ajoutez-y que l'État de Wisconsin est toujours dans les mains de La Follette, cet éternel rueur dans les rangs, et vous comprendrez que Coolidge a les mains bien remplies. Certes, le parti démocrate est plus gravement atteint, dans ces États mécontents, que le parti républicain, mais il y a que le parti démocrate bénéficie toujours de tout mécontentement sérieux dans le parti républicain.

Il y a le problème de la prohibition, il y a la question des producteurs de blé, il y a aussi celle des anciens combattants. Ils voudraient extraire des caisses du trésor je ne sais quelle immense dotation dans le style des dernières agonies de l'empire romain. Il est à craindre qu'ils n'arrivent à leurs fins même si Coolidge devait leur opposer son veto, car une majorité des deux tiers dans les deux Chambres annule le veto présidentiel.

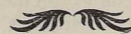
Il appert de tout ceci que le Président a les mains bien remplies avec les problèmes intérieurs. Les affaires étrangères sont secondaires pour l'Américain, au point qu'il est difficile d'amener quelqu'un à en parler.

Ce qui est certain, c'est que Coolidge n'a rien d'un Don Quichotte ! Rien n'autorise à penser qu'il exagère le pouvoir d'intervenir moralement dans les affaires européennes, si cette intervention n'est soutenue ni par l'argent ni par la force armée. Il semble impossible que cet homme puisse suivre les banquiers et les « idéalistes » qui désirent voir entrer les États-Unis dans la Société des Nations. Rien dans son passé n'indique qu'il serait un jour désireux de soustraire l'Allemagne aux conséquences complètes de sa défaite.

HOFFMAN NICKERSON.



Nous prions nos abonnés qui recevraient irrégulièrement la REVUE de réclamer au Bureau de poste qui les dessert et de nous aviser.



SALLE DE L'UNION COLONIALE, 34, RUE DE STASSART, BRUXELLES

LES GRANDES CONFÉRENCES CATHOLIQUES

SOUS LES AUSPICES DE

SON ÉMINENCE LE CARDINAL MERCIER

 CINQUIÈME ANNÉE

Prendront la parole cet hiver à la tribune des Grandes Conférences Catholiques :

- M. LÉON BERARD, Ministre de l'Instruction Publique en France,
 LE GENERAL GOURAUD, Gouverneur militaire de Paris, (14 décembre),
 M. MAURICE PALEOLOGUE, ancien ambassadeur de France en Russie, (fin mars),
 M. BRAND-WHITLOCK, ancien ambassadeur des États-Unis à Bruxelles,
 M. HENRI BORDEAUX, de l'Académie Française, (28 janvier),
 M. MAURICE DONNAY, de l'Académie Française, (25 novembre),
 M. ANDRE LEFEVRE, Député, ancien Ministre de la Guerre, (8 janvier),
 M. G. K. CHESTERTON, (5 février),
 M. GONZAGUE DE REYNOLD, de l'Université de Berne, délégué de la Suisse à la Société des Nations, (en janvier),
 M. LOUIS MADELIN, (21 décembre),
 M. JACQUES BAINVILLE, (8 avril),
 REVEREND PERE MARTIN, (en février),
 MM. JEROME et JEAN THARAUD, (4 mars),
 M. ANDRE BELLESSORT, (1 avril),
 M. ANTOINE REDIER, directeur de la « Revue Française », (30 novembre),
 M. HENRI GHEON, (7 décembre).

La deuxième conférence aura lieu le VENDREDI 30 NOVEMBRE, par M. ANTOINE REDIER :

LA GUERRE DES FEMMES : LOUISE DE BÉTTIGNIES.

Prix de l'abonnement à la série des seize conférences : 65 FRANCS (plus 2 fr. de location)

La location des places se fera, comme l'année dernière, par les soins de la Maison LAUWEREYNS, 36, TREURENBERG, tous les jours (dimanches et fêtes exceptés), de 9 1/2 à 12 heures et de 2 1/2 à 5 heures.

Les conférences paraîtront dans LA REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS

Secrétariat des conférences : 38, BOULEVARD BOTANIQUE, Tél. : 29945

L'esprit de saint François de Sales et les fils de Dom Bosco (1)

Dom Bosco (1815-1888) eût bien ri si on l'avait traité de « psychologue ». Il n'était qu'un pauvre prêtre piémontais, fils de pauvres gens, élevé rudement, avec un cœur débordant d'amour. A Turin, la grande ville, dure aux petits isolés, il recueillait quelques apprentis vagabonds, dont le nombre s'accroissait vite, et il se trouvait bientôt à la tête d'une vaste entreprise d'éducation pour les enfants abandonnés. Lorsqu'il mourut, en 1888, il était à la tête d'une congrégation de trois mille religieux (ils sont cinq mille aujourd'hui), abritant dans leurs établissements quatre cent mille jeunes gens. La congrégation parallèle des *Filles de Marie auxiliaire* compte quatre mille religieuses.

L'œuvre a deux caractères principaux : d'abord elle recherche la misère ; elle est faite pour l'enfance déshéritée, pour les petits malheureux qu'on abandonne ailleurs, à cet âge critique de la transition entre l'enfance et la virilité, cet âge ingrat, moins touchant que la petite enfance, mais où l'âme court peut-être des dangers pires ; l'âge le plus décisif de la vie, où l'esprit s'éveille et s'oriente, et combien en est-il qui reviennent sur cette première orientation ?

En second lieu, à cette misère, misère morale autant qu'intellectuelle et que physique, Dom Bosco apporte non seulement la sécurité d'un asile, mais surtout la joie d'un foyer et, qui plus est, la confiance, et cette joie inégalable, mêlée de stupeur et de fierté chez le petit sauvage traqué, qui subitement se voit traiter en homme moral sur qui on peut compter et qui rencontre, pour la première fois, ce premier de tous les biens humains : l'estime.

On ne comprend pas cela quand on a toujours vécu dans des milieux dits « honorables », ce que peuvent être ces jeunes âmes qui n'ont jamais éprouvé qu'hostilité, brutalité, injustice, passion, méfiance, quand soudain elles voient se pencher sur elles une figure amie, et qu'elles se rendent compte non seulement qu'on les aime, mais qu'on les croit, qu'on les estime, qu'on ne guette point en elles le mal pour pouvoir les frapper, mais qu'on attend le bien, et que les paroles de louange, de sympathie, d'encouragement sont prêtes déjà pour les récompenser.

Tout cela, chez Dom Bosco, jaillit spontanément de son âme de prêtre. Ce n'est pas une méthode apprise, c'est la divination du génie et de la charité. Il a construit ses maisons par la pratique de ce que les autres mettent dans les livres en forme de théorie. Vers la fin de sa vie, le supérieur d'une maison d'éducation lui demandait la clef de son système : « Mon système ! mon système ! murmurait Dom Bosco en pliant la lettre, mais je ne le connais pas moi-même ! » (2)

Et cependant il a eu un système, et l'on a publié des ouvrages sur la pédagogie salésienne (3). Il y a, dans ses maisons, un esprit qui leur est propre et qui ne peut échapper même au visiteur superficiel. On y est pris par une atmosphère de joie que nos pensionnats les plus aristocratiques pourraient envier. Parcourant récemment une maison salésienne avec le directeur, j'étais émerveillé de voir les visages de tous les enfants s'illuminer d'un contentement extraordinaire, invraisemblable et que je n'eusse pu m'empêcher de croire artificiel si l'évidence ne m'avait démenti, à la seule apparition de mon compagnon dans les ateliers et dans les salles. Dans la plupart des établissements catholiques, et c'est notre fierté, les enfants ont des mines heureuses, mais ce que j'ai vu là, j'ose dire que je ne l'ai vu nulle part ailleurs.

Quel est donc le secret ?

Le point extérieurement le plus marquant, dans l'éducation salésienne, c'est la suppression des punitions ou du moins, la très vive répugnance à punir. Don Bosco a été le plus grand ennemi de l'éducation au fouet, encore très en honneur de son temps. On exagère cependant quand on croit qu'il ne punissait pas, mais quelles punitions !

« La première punition que Don Bosco infligeait était de se montrer réservé ; il s'abstenait envers le coupable des marques extérieures de bienveillance qu'il prodiguait aux meilleurs ; il faisait semblant de ne pas voir ceux qu'il voulait punir, tandis qu'il accueillait les

autres avec un bon sourire. Quelquefois il laissait sans réponse leur bonjour ou leur bonsoir » (1).

On voit quel est le seul fondement possible à une discipline de ce genre : c'est, de l'élève au maître, un culte où le respect soit basé sur l'estime, l'un et l'autre imprégnés d'une affection qui aille jusqu'à la tendresse. Aussi est-ce un des premiers points du règlement que Don Bosco a rédigé pour ses maisons : « Que chacun se préoccupe de se faire aimer s'il veut se faire craindre » (2).

« Cet amour, continue Don Bosco, les supérieurs l'obtiennent certainement si, par leurs paroles et surtout par leurs actes, ils font comprendre que l'unique sollicitude de leur zèle est de favoriser le bien spirituel et temporel de leurs élèves ». D'ailleurs, dit-il un jour, « soyez persuadé qu'à tous ces chers enfants ou à presque tous, il est naturellement donné de comprendre le bien personnel qui leur est fait, et qu'ils ont un cœur facilement ouvert à la reconnaissance » (3).

— Deux procédés principaux conduiront à ce but : estimer l'enfant ; — nous n'aimons pas qui nous méprise — favoriser sa spontanéité ; il faut qu'il se développe selon son caractère, sa nature propre. Baser sur la confiance une discipline très stricte ; les fautes les plus impardonnables seront les fautes hypocrites, les mensonges, les dissimulations ; par contre, dans les limites de ce que permet l'ordre, pousser à la joie, à l'expansion très libre. Don Bosco « voulut voir l'enfant se divertir, il le laissa crier, chanter, s'exprimer de toutes sortes, il donna du jeu à sa liberté naissante, encourageant son initiative qu'il contrôla sans étouffer et visant à obtenir l'obéissance consentie de sa raison » (4). « Laissez-leur donc pleine liberté, écrivait-il, de sauter, de courir et de faire du tapage à leur gré » (5).

Tout ceci n'exclut pas une surveillance très rigoureuse ; au contraire, le système est en partie fondé sur une surveillance telle qu'elle prévienne le désordre. Mais le surveillant, dans les maisons salésiennes, est devenu l'assistant, et le changement de mot dit le changement d'esprit : l'assistant est un aide, un soutien pour l'enfant, ce n'est pas un gendarme, c'est un grand frère. Vivant avec l'enfant dans l'atmosphère de confiance des maisons salésiennes, vivant continuellement avec l'enfant, l'assistant salésien arrive à réaliser ce système préventif qui fait de l'éducation une collaboration, et qui est le miracle de Don Bosco.

On retrouve chez Don Bosco la note catholique de vigoureux optimisme prudent, si difficile à garder entre le pessimisme calviniste et janséniste et l'optimisme béat des rationalistes. L'optimisme catholique est un optimisme après le baptême ; il fait fond sur l'homme, quand la grâce vit dans l'homme et quand l'homme se sert de la grâce, pas autrement. Aussi Don Bosco ne se contente pas d'ouater ses maisons d'amour, ni même de faire appel à la raison des enfants en leur montrant qu'on veut leur bonheur ; il veut surtout que la vie surnaturelle oriente leur action, et c'est en s'appuyant sur elle, qu'il ose les hardiesses de sa méthode. « La religion, dit-il, je la comparerais volontiers au mors que vous imposez à un cheval ardent pour le dominer et l'asservir ; la raison, laissez-moi vous dire qu'elle est comme la bride qui pèse sur ce mors et en règle l'action » (6).

La religion est le levier de toute l'éducation salésienne. Rien n'est négligé pour faire des enfants des convaincus et des pratiquants ; mais, ici encore, plus en créant une atmosphère qui les saisisse, qu'en leur imposant des gestes. Don Bosco respecte avec un soin jaloux la liberté religieuse de ses enfants, et c'est là un des principes les plus chers de sa pédagogie. Il veut une piété éclairée ; l'instruction religieuse est incessante, révélant toutes les formes et revenant à toutes occasions, de façon à baigner la maison dans la foi. Il veut que la piété soit attrayante, avec des offices courts, variés, et animés. A aucun prix il ne faut que les enfants s'ennuient à la chapelle, ni qu'ils y restent dans une rêverie vague. Il faut que l'église, pour ces petits chrétiens du XIX^e siècle et du XX^e, « redevenue ce qu'elle était pour nos aïeux du XII^e ou du XIII^e : la maison qui a tellement su captiver nos cœurs, où l'on a senti Dieu si présent et si doux qu'instinctivement à l'heure de la tentation, ou de la misère, ou du découragement, ou de la grande douleur l'âme y accourt comme à son refuge naturel » (7).

(1) XHAARD, Ouvr. cité, p. 47.

(2) XHAARD, Ouvr. cité, p. 14.

(3) *Ibid.*, p. 6.

(4) *Bulletin salésien*, nov.-déc. 1921, p. 171.

(5) *Le vénérable Don Bosco*, Paris, 1920.

(6) XHAARD, Ouvr. cité, p. 7.

(7) *Bulletin salésien*, sept.-oct., 1922, p. 135.

(1) Voir la *Revue catholique des idées et des faits*, du 16 novembre 1923.

(2) *Bulletin Salésien*, mars-avril 1921.

(3) Cf. H. XHAARD, *Idées du vénérable Don Bosco sur l'éducation morale*. Bruxelles, Action catholique, 1922.

Piété qui attire, et donc piété libre. « La confession, la communion, la messe quotidienne sont les colonnes de tout système éducatif d'où il faut bannir les punitions », à condition qu'elles soient l'expression d'une piété convaincue et spontanée. J'insiste parce que Don Bosco insiste. Par conséquent « faciliter le plus possible à ses fils l'accès des Sacrements, incliner suavement les âmes vers la prière, insinuer habilement les graves pensées qui font mûrir les décisions bienfaisantes, exhorter même directement, ces petits chrétiens à retourner leur vie ou à la rendre meilleure en s'approchant du pardon de Dieu ou de l'Hostie-Sainte : cela oui ; mais ne rien devoir, en fait de piété, à la contrainte. Donc pas de communions fixes, à tel jour tout le collège réuni, banc par banc, pas de communions dites générales, où la timidité de quelques-uns se laisse fatalement entraîner par le flot de communicants vers le sacrilège ; pas de confessions réglementées, classe par classe ; mais la liberté, la liberté, la sainte liberté des enfants de Dieu, cette liberté que la grâce elle-même respecte, tout en l'asségeant de mille façons pour la plier divinement à ses fins » (1).

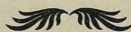
* * *

De nos jours encore les instituts salésiens qui recueillent souvent les enfants de l'origine la plus suspecte sont de ceux où l'éducation est la plus confiante et la plus libre. Mais au temps où Don Bosco commença son œuvre, celle-ci constituait nettement une révolution pédagogique. Aussi fut-il considéré par certains comme un cerveau brûlé, par d'autres comme un fou, et beaucoup se demandaient vers quelles catastrophes il courait. Il dérouterait jusqu'à son confesseur. « Don Bosco, en somme, c'est une énigme, disait celui-ci, Don Cafasso, au début de sa carrière... Laissez-le faire tout de même » (2) !

Mais Don Bosco avait simplement compris le grand précepte d'aimer, et il posait, à cause de cela, les fondements d'une des œuvres maîtresses du XIX^e siècle.

Il était pénétré de saint François de Sales. « Qui a gagné le cœur de l'homme a gagné tout l'homme » (3), avait écrit celui-ci et Don Bosco ne fait qu'adapter la doctrine lorsqu'il dit : « L'enfant veut se sentir entouré d'affection, et l'on obtient de lui beaucoup plus par l'amour que par la crainte » (4). Ce n'est pas par hasard que Don Bosco a voulu placer ses religieux sous l'égide du saint évêque de Genève : ils développent une tradition ; ils sont les témoins de la fécondité d'une pensée. A l'époque troublée où nous vivons, nous comprenons mieux que jamais que les idées gouvernent le monde, parce qu'elles conduisent les bras. Saint François de Sales a été le modeste artisan d'une pensée très simple ; Don Bosco fut le modeste technicien qui adapta cette idée à la pratique de l'éducation. Toute l'orientation moderne de l'éducation et de la vie se fait dans le sens qu'ils ont indiqué. A cause d'eux ? Qui assignera exactement les causes ? Constatons seulement : ils ont marqué la voie et quand ils l'ont marquée, elle n'était pas frayée. Elle l'a été depuis, par d'autres que par eux ; n'empêche ! Tous ceux qui s'y engagent, y marchent sur leurs pas.

Abbé JACQUES LECLERCQ.



Le Budget de 1924

La lecture de l'exposé général du budget déposé à la rentrée des Chambres par M. Theunis laisse une impression réconfortante. C'est la première fois depuis la guerre qu'un document de cette espèce fournit à ceux qui malgré tout ont foi dans les destinées du pays, des données certaines et précises pour nourrir leur optimisme instinctif. Les difficultés du moment

sont considérables, les charges sont énormes, mais l'équilibre financier peut déjà être entrevu dans le lointain. Le budget de l'année prochaine nous montre que nous sommes sur la voie du relèvement et les commentaires dont le Premier Ministre l'accompagne constituent une véritable leçon de choses dont tous les citoyens peuvent tirer profit.

Voilà deux ans que nous analysons dans cette *Revue* le fort et le faible du budget. Cette fois nous constatons avec une satisfaction sans mélange que l'état de prévision des recettes et des dépenses présenté par le gouvernement est d'une structure absolument saine. M. Theunis, avec une inlassable persévérance, a remis en honneur et même considérablement perfectionné les méthodes budgétaires adoptées avant la guerre. Il a fait cesser les dangereux artifices grâce auxquels M. Delacroix avait donné libre carrière à la folie dépensière qui a caractérisé le régime de Lophem. Aujourd'hui le budget belge est, au point de vue de la science des finances, un budget modèle. Le budget ordinaire comprend toutes les dépenses d'administration, y compris les indemnités de vie chère ; on a fait disparaître les dépenses dites « suite de guerre » mises jusqu'ici à charge de l'emprunt. L'assainissement de nos finances a été poursuivi par une première réforme du budget des dépenses recouvrables : 457 millions d'intérêts dus sur la dette des réparations ont été mis à charge des contribuables, ce qui équivaut à une consolidation de 8 milliards de notre dette d'après-guerre dont les arrérages grossissaient dangereusement le capital. En outre, le dépôt simultané des budgets de tous les départements ainsi que la distinction nettement établie entre les budgets d'administration et les budgets industriels permettent de pousser très loin l'analyse de notre situation financière. Il ne reste plus, pour réaliser la perfection au point de vue de la forme, qu'à établir la véritable autonomie financière de nos grandes régions.

Le budget de 1924 reflète donc très exactement la situation. Les dépenses ordinaires sont enfin couvertes par des recettes de même nature et pour l'avenir le péril gît uniquement dans le maintien et l'accroissement du budget des dépenses recouvrables dont l'Allemagne devrait assumer la charge.

* * *

Quelques chiffres. Le rendement des impôts a crû de 777 millions ou 38 % ; le budget ordinaire s'élève à 3.354 millions dont 1.383 millions pour la dette publique et 1.587 pour les budgets d'administration.

Les dépenses d'administration sont, en apparence, augmentées de 157 millions ; mais ce résultat qui pourrait paraître décevant est uniquement dû à l'inscription au budget ordinaire des dépenses qui auparavant étaient mises à charge de l'extraordinaire. Les transferts de cette nature s'élèvent à 171 millions, ce qui prouve que malgré les circonstances défavorables on est parvenu à réaliser une diminution réelle de 13 millions dans les dépenses.

Le budget des chemins de fer est présenté en équilibre, mais nous répéterons cette année encore que pour une entreprise industrielle le budget, établi sur de simples hypothèses, ne signifie pas grand chose. C'est le compte seul qui importe.

Les dépenses de réparations s'élèvent à 2.345 millions. Les charges de la dette sont en augmentation de 165 millions. Mais l'accroissement de la dette prend une allure plus modérée.

* * *

Le doute terrible qui subsiste sur le règlement final du problème des réparations nous commande d'envisager la

(1) *Ibid.*

(2) Cité par Papini : *Le Dictionnaire de l'homme sauvage.*

(3) *Introduction à la vie dévote*, 3^{me} partie, ch. XIII.

(4) FRANCERIA, *Vie du vénérable Don Bosco*. Liège, Société industrielle d'Arts et Métiers, 1910.

mise à la charge du budget ordinaire d'une nouvelle et importante tranche de la dette de guerre. Les ressources nécessaires ne peuvent provenir que de deux sources : des économies ou de nouveaux impôts. On dira tout ce qu'on voudra de l'injustice d'une situation qui oblige le contribuable belge à supporter le poids des dévastations dont le Boche est moralement et juridiquement responsable ; il n'en reste pas moins que l'équilibre de nos finances est, pour nous-mêmes d'abord, une question de salut. Le jour où le budget supportera complètement la charge des intérêts et de l'amortissement de la dette, le change se stabilisera et la rente cessera d'être difficilement négociable, parce que le retour à la prospérité ne sera plus qu'une question de temps. Mais comment trouver les centaines de millions qui nous manquent annuellement ?

Il y a d'abord les économies. M. Theunis insiste sur leur nécessité.

Mais l'adoption d'une politique d'économies ne suffit pas à tout. Nous assistons en ce moment à une crise lamentable dans le recrutement du personnel supérieur de nos administrations publiques. Les charges administratives et judiciaires sont si mal payées que de plus en plus l'élite s'en détourne. Avec des directeurs généraux à 23.000 fr., des conseillers à la Cour d'appel à 20.000, des juges à 12.000 — pour ne citer que des fonctions de première importance — l'État ne peut s'attendre à être bien servi. Ne voit-on pas que la misère dans le personnel chargé d'appliquer les lois doit nécessairement engendrer les désordres les plus graves quand la noble tradition qui imprègne encore nos administrations et nos corps judiciaires sera rompue ? Déjà les dynasties de grands fonctionnaires qui dans certains services perpétuaient un passé d'honneur et de fidélité s'éteignent les unes après les autres. Les agents de l'État écartent leurs enfants de l'administration qui ne se recrute plus guère que parmi les fruits secs. L'augmentation des traitements est devenue urgente, si nous ne voulons pas assister à une véritable rupture des cadres administratifs.

Comme le budget ne peut en aucun cas être grevé de charges nouvelles, il faut donc chercher dans une réorganisation administrative les ressources nécessaires : suppressions d'emplois, modifications d'attributions, simplifications de la besogne, voilà le seul chemin pour augmenter les traitements. L'œuvre est si considérable, elle est en même temps d'une nécessité si pressante qu'il importerait d'y pourvoir, fût-ce en marge des traditions, par une loi accordant au gouvernement de pleins pouvoirs temporaires pour effectuer le redressement qui s'impose.

Il faut aussi des coupes sombres dans les dépenses. M. Theunis a montré que dans l'état actuel de notre législation les dépenses réellement compressibles ne sont pas en très grand nombre. On semble être arrivé, par la voie administrative, au maximum de ce qui est possible dans cet ordre d'idées. L'heure est venue de faire un pas de plus. Puisque le déficit fait chanceler tout l'édifice social, puisque d'autre part l'équilibre est en vue, ne faudrait-il pas que les Chambres se résolvent à mettre en question toutes les lois qui grevent le budget de dépenses nouvelles ? Tant que l'équilibre entre les recettes et les dépenses ne sera pas complètement rétabli, la monnaie gardera son instabilité, troublant à la fois les salaires, l'épargne et les transactions commerciales. L'équilibre budgétaire doit être l'objet principal de toute politique soucieuse du bien public.

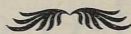
M. Theunis ne cache pas qu'il considère les impôts actuels comme approchant du maximum que le pays puisse supporter. Nous n'en disconvierons pas. Le système fiscal que nous

devons à M. Delacroix, s'il est susceptible d'un rendement élevé, a le grave inconvénient de coûter fort cher et de susciter d'innombrables litiges. En ce qui concerne la supertaxe notamment, le système de la déclaration ouvre la porte à une infinité d'abus et exige une paperasserie invraisemblable. Nous pensons que l'on pourrait, sur la base du rendement actuel, recourir à une taxation forfaitaire d'après les signes extérieurs de la richesse comme l'habitation, les domestiques, les véhicules, et de la sorte réduire la tâche des receveurs à un travail mécanique fort simple et tout à l'avantage des contribuables et des agents du fisc. Le ministre des finances est entré dans cette voie pour l'impôt sur le mobilier. S'il généralisait le procédé, il allégerait considérablement le sort des contribuables belges, sans diminuer pour cela ses ressources.

* * *

Le parti catholique a un grand rôle à jouer dans la restauration de nos finances. On aimerait à le voir prendre résolument la tête de ce courant conservateur qui se manifeste de toutes parts et inscrire à son programme, avant les prochaines élections, la revendication d'économies bien précises, l'élimination des expériences socialistes faites au détriment de la chose publique, la simplification de nos lois fiscales, le respect des droits de la propriété. A quoi sert-il de courtiser la démagogie ? Les rouges nous battent toujours sur ce terrain. En offrant au contraire, aux électeurs les moyens de diminuer les charges publiques, d'assainir la circulation monétaire, de garantir notre franc contre le sort du mark, nous satisferons le plus grand nombre qui demande avant tout l'ordre et la paix. La discussion des budgets serait une excellente occasion pour les chefs de la Droite de montrer que pour cette tâche l'on peut compter sur le parti catholique. M. Theunis a assumé, avec un courage méritoire et un désintéressement peut-être sans exemple, la tâche de sauver un pays qui, après la guerre, avait pris une mauvaise voie. Il a besoin d'être soutenu, encouragé, défendu par une majorité fidèle et décidée. Les manifestations tapageuses d'un électoralisme prodigue des deniers publics peuvent valoir à leurs auteurs une popularité passagère, mais c'est au parti qui pourra inscrire à son actif la restauration de nos finances qu'ira le succès durable. Que nos mandataires cessent donc d'avoir honte de se montrer économes, voire parcimonieux, et que, par leur attitude au parlement, ils permettent à M. Theunis de faire bientôt plus et mieux encore.

C^{te} LOUIS DE LICHTERVELDE.



Le retour à la tanière

Fritz-Wilhelm von Hohenzollern a été, par la grâce bienveillante du Gouvernement allemand, restitué à son foyer ; il va connaître, avec la douceur des pantoufles familiales, la joie claire des bûches dans l'âtre ; il soignera ses terres, parcourra ses chasses, touchera ses loyers ; la destinée saine et paisible d'un grand seigneur silésien lui sera assurée ; et comme il n'a aucune conscience, aucun importun remords ne le hantera.

Et pourtant...

Dans l'univers entier, des millions de jeunes hommes sont couchés sous de petites croix de pierre ou de bois, parce qu'il a plu à ce sinistre

gamin d'insuffler à l'Allemagne la fièvre de domination et de conquête dont il était possédé ; digne « second » de son père, provocateur direct de la guerre, il l'a menée avec un sadisme néronien ; le spectacle du sang, de la souffrance et de la destruction lui fut une volupté ; les mères lui doivent leurs larmes, les invalides leurs mutilations, les orphelins leur misère, les veuves leur détresse et le monde entier son déséquilibre.

Beaucoup ont été fusillés qui furent moins coupables que lui et il n'a pas été pendu !

Valait-il bien la peine de tant s'acharner contre les trafiquants de marchandises et de denrées, quand on laisse indemne ce grand marchand de chair humaine ?

Aussi lâche dans la défaite qu'il fut arrogant dans le succès, il a pris, à l'heure des revers, la tête de ses troupes... pour aller se terrer en hâte dans une île où l'eau et la neutralité lui formaient un double rempart.

Il y a, dans le traité de Versailles, un article qui rend le personnage comptable de ses forfaits devant la justice des Alliés ; mais le simulacre d'application de cette disposition, tenté au lendemain de l'armistice, releva de la plus pitoyable hypocrisie internationale.

Et fort de cette impunité, l'individu vient d'émettre la prétention — et de la réaliser — de rentrer tranquillement chez lui et de reprendre

avec la liberté de ses allures, la liberté de ses intrigues. Spectacle édifiant : un criminel de droit commun voyageant à l'abri d'un passeport régulier, avec un bourgmestre au volant !

Après cela, quelle idée veut-on que les petits, les humbles, les simples — la grande foule qui a connu, grâce à ce gredin, toutes les affres de l'âme et du corps — se fassent de la justice ? Et quelle foi peuvent-ils avoir en la victoire des Alliés, quand cette victoire, limitée aux prosopopées phraséologiques, rend les Alliés impuissants à réprimer le crime premier ?

Réparations ! Réparations ! A côté, sinon au-dessus des réparations matérielles, il y a les réparations morales — et, au premier chef, le châtiement des grands coupables.

On peut d'ailleurs s'y attendre : les Chancelleries vont s'émouvoir hasarder des protestations, publier des notes. Mais que le fauve ne s'émeuve pas ; sa tanière ne sera pas forcée !

Et qui sait, peut-être vivrons-nous assez longtemps pour voir un jour Fritz-Wilhelm von Hohenzollern, après avoir reconquis sa liberté, reconquérir son autorité, et les Gouvernements alliés échanger des compliments de nouvel an avec le « Boucher de Verdun ! »

Et ainsi sera consacrée devant l'Histoire, par la faillite de la justice, la banqueroute de la victoire.

FIRMINVAN DEN BOSCH.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Un grand écrivain méconnu

Par quelle étrange prétention ou par quel injustifiable ostracisme François de Sales est-il passé sous silence dans toutes les Histoires de la Littérature française, même dans l'unique Histoire faite du point de vue catholique, celle de Calvet ? Est-ce parce qu'il est saint ? Est-ce parce qu'il est enfant de la Savoie, avant le rattachement de cette province à la France ? Est-ce que le docteur, l'apôtre, le convertisseur, le directeur spirituel, est-ce que l'homme d'action a masqué l'écrivain ?

Je l'ignore et ne me soucie pas de le savoir. Mais le fait est là et c'est une criante injustice, une impardonnable lacune. François de Sales est un des créateurs de la prose française et on ne peut, sans lui faire place, en expliquer complètement la genèse. On se garde bien d'omettre Calvin, on tire bien bas son chapeau devant l'auteur de *l'Institution chrétienne*, on s'extasie devant cette langue métallique, dure comme fer, du tyranneau de Genève et on lui donne du « père de la prose française » gros comme le bras. Qui le lit encore ?

Le cynique Rabelais recueille naturellement les plus fervents hommages et c'est à qui découvrira des perles dans sa hottée d'ordures. Le bonhomme Amyot, révérence parler, car c'est un évêque, ravit les connaisseurs ; à les entendre : sa gaucherie est délicieuse, sa lourdeur adorable et sa naïveté de primitif lui tient lieu de toutes les perfections. Montaigne est coté très haut et c'est justice, mais Balzac, solennel et pompeux, amidonné et empesé, est révééré aussi, avec force génuflexions, comme l'ancêtre de tous les cicéronisants essouffés.

Pourquoi, encore une fois, dans cette galerie des ascendants, dans cette généalogie, ne pas citer François de Sales, qui a son originalité, qui a fait école et a laissé derrière lui un brillant sillage ?

Reconstituez la chaîne des prosateurs du grand siècle, déroulez-la jusqu'à Fénelon, il y manquera un chaînon, si vous ne comblez cette solution de continuité par le nom de François de Sales ? C'est l'expérience que recommande Amédée de Margerie dans sa Vie du saint évêque, et elle est concluante. Fénelon ne dérive pas d'Amyot, il a trop de souveraine aisance pour cela ; encore moins de Balzac,

car il n'est ni tendu ni guindé ; il ne tient pas du tout de Pascal, c'est clair, le moelleux ne sort pas du mordant ; sa douce gravité n'emprunte rien à la grâce primesautière de la divine marquise, moins encore à la verve débridée de Molière. D'où procède-t-il donc ? D'Hérodote, d'Homère, de Platon, des Grecs, assurément, mais à travers qui ? A travers saint François de Sales, répond A de Margerie et il ne se trompe pas. La filiation est manifeste, les deux maîtres de la prose fleurie et élégante, chacun gardant néanmoins sa manière, s'apparentent visiblement et ont un air de famille.

C'est un phénomène littéraire très curieux à constater, mais à part quelques expressions désuètes, archaïques, la langue salésienne est plus proche du français définitif que celle de ses contemporains du XVII^e siècle. Que dis-je ? Elle est même plus moderne par sa syntaxe que celle de tous les écrivains de la première moitié du XVII^e, y compris Balzac, Richelieu, Descartes et Voiture qui sont empêtés dans leurs périodes et pas encore complètement dégagés de la phrase latine à la construction laborieuse et tourmentée.

François de Sales est un grand artiste de la plume, un écrivain de génie, un merveilleux styliste.

Il est né avec une étonnante vigueur d'esprit, mais aussi avec la plus riante imagination et l'on dirait que les paysages des vallons alpestres, qui ont abrité son enfance, ont teint son style de leurs délicates couleurs. Il est né gentilhomme, il l'était jusqu'au bout des ongles, il a de la race, et sa tenue aristocratique se reflète dans la noble désinvolture de sa phrase patricienne. Il était homme de société exquis, il fascina Henri IV et sa cour par sa bonne grâce, il fit courir tout Paris à ses sermons et il ne faut pas chercher ailleurs le secret de ces mignardises dont s'émaillent ses livres.

Il était humaniste raffiné, formé aux universités de Paris, de Padoue, nourri de la moelle des auteurs anciens, de Platon, d'Épictète, de Plinie, et l'antiquité classique se mire dans son œuvre.

Il s'est fait une langue merveilleuse que personne n'a écrite avant lui, transparente comme le cristal, qui a la grâce, et la force, l'éclat, la grandeur, l'émotion. Elle jaillit de source, elle est naturelle, spontanée, vivante, elle sait être profonde sans affecter la profondeur, énergique sans affecter l'énergie, d'une souveraine élégance sans affecter l'élégance, elle est chaude et colorée, vibrante d'un fluide sympathique, elle se charge de tendresse, elle abonde en images neuves,

originales, elle ruisselle de comparaisons, elle est débordante de symboles, exubérante de poésie. Sans doute dans cette prose luxuriante il y a excès, mais lors même qu'il amoncelle les comparaisons ingénieuses, elles sont toutes si frappantes, elles satisfont si bien l'esprit qu'on n'a pas le courage d'en élaguer une seule.

Sans doute sa passion pour Pline lui a joué quelques mauvais tours, il a redit des observations fantaisistes dont notre science a fait justice, mais il n'est pas naturaliste, il est moraliste et il sait faire à ces notations un si joli sort !

Connaissez-vous chez nos auteurs à la mode dont la palette est la plus riche, quelque chose qui approche en délicatesse et en profondeur de ce passage du *Traité de l'Amour de Dieu* où il explique notre besoin instinctif de Dieu ?

« Entre les perdrix, écrit-il, il arrive souvent que les unes desrobent les œufs des autres, afin de les nourrir... Et voyez chose étrange : le perdreau qui aura été esclaves et nourry sous les aisles d'une perdrix étrangère, au premier réclame qu'il oyt de sa vraie mère, il quitte la perdrix larronnesse, se rend à sa première mère, et se met à sa suite par la correspondance qu'il a avec sa première origine... Il en est de même, Théotime, de nostre cœur ; car, quoiqu'il soit couvé, nourry et eslevé emmy les choses corporelles, basses et transitoires, et, par manière de dire, sous les aisles de la Nature ; néanmoins, au premier regard qu'il jette en Dieu, à la première connaissance qu'il en reçoit, la naturelle et première inclination d'aimer Dieu, qui estoit comme assoupie et imperceptible, se resveille en un instant. »

C'est de toute beauté ! Je comprends Sainte-Beuve évoquant à propos d'une de ces pages de François de Sales, dans son *Port-Royal*, le lyrisme de Lamartine, mais combien dépassé ! Je comprends Muret rappelant ici les beaux vers de Dante, lorsque le grand poète florentin chante « cette soif naturelle qui ne s'apaise qu'avec l'eau dont la pauvre Samaritaine demanda la grâce :

*La sete natural che mai non sazia
Se non con l'aqua onde la feminetta
Samaritana dimanda la grazia.*

(*Purgatoire*, c. XXI, V. 1-3.)

* * *

Je demande justice pour François de Sales, je réclame pour ce splendide écrivain une place dans l'enseignement littéraire, je rappelle que Sainte-Beuve, si éloigné de la candeur d'âme et de la sublimité du génie de l'évêque de Genève, n'a pas hésité cependant à reconnaître en lui : « *l'Amyot et le Montaigne de la spiritualité* ».

Je suis frappé de voir que Pie XI, fin lettré, dans sa magistrale Encyclopédie du tridentaire, n'a pas dédaigné de faire à plusieurs reprises l'éloge de la valeur littéraire du saint Docteur. L'analyse pontificale des *Controverses* s'achève par ces mots :

« Quant au style, il avait une telle élégance, une telle distinction, une telle force de persuasion, que les ministres hérétiques eux-mêmes avaient accoutumé de prémunir leurs fidèles contre les enveloppantes séductions et les charmes captivants du missionnaire de Genève. »

On sait, en effet, que le livre des *Controverses*, publié longtemps après la mort du saint est la réunion des « feuillets » ou « placards » — nous dirions : tracts — répandus par l'héroïque missionnaire du Chablais qui ne pouvait atteindre autrement ces montagnards obstinément détournés de ses prédications. Quelle ne fut pas la surprise de ceux qui rassemblèrent ces feuillets épars lorsqu'il y découvrirent un admirable monument d'apologétique, préluant par la méthode employée à l'*Histoire des Variations*, et d'autre part, annonçant l'apologétique de Pascal !

Comme l'observe si justement le Pape, on y retrouve ce charme captivant du controversiste qui savait enjôler les dissidents avec tant d'adresse que vingt fois défaits dans un noble tournoi par le champion de la croyance antique, vingt fois les ministres calvinistes ont décliné le périlleux honneur de se mesurer avec lui. Lorsque enfin, acculé à la rencontre par François qui lui offrait la bataille dans Genève même, la citadelle du calvinisme, le ministre La Faye ne put se dérober à un débat public, sur la place du Molard, il fut battu sur toute la ligne durant trois heures de discussion serrée, mis au pied du mur et réduit à rompre la conférence après avoir lancé, dit un historien, comme dernier argument, une bordée d'injures.

N'y aurait-il pas un immense intérêt à reprendre ce livre des *Controverses* qui constitue un arsenal fourni d'armes éprouvées et qui reste un chef d'œuvre de polémique ?

De l'*Introduction à la Vie dévote*, cette perle sans prix de la littérature et de la philosophie chrétienne, tout est à lire, observe A. de Margerie, tout est à savourer. Pie XI en loue « le style grave et alerte à la fois, émaillé d'expressions et de traits ingénieux et charmants qui relèvent les enseignements et les font mieux accepter du lecteur. » En vérité, ce petit volume, qui vaut plus que son pesant d'or est un chef d'œuvre d'analyse morale, de fine critique, de tendre et virile discipline, écrit dans une langue harmonieuse, enchanteresse. Il y a des centaines d'ouvrages longuement relevés par nos manuels classiques d'histoire littéraire qui ne valent pas, ni pour la pensée ni pour le charme de l'expression, une ligne, une seule ligne de *Philothée* !

Jusqu'à quand, l'enseignement catholique, asservi à la routine, se traînera-t-il dans l'ornière académique ? On s'est assez pâmé devant les productions de seconde zone, devant les infiniments petits de la littérature contemporaine, devant les beautés en chrysocale. Place aux génies chrétiens ! Place aux vrais maîtres de la langue et de l'esprit !

Quelle incontestable merveille que le *Traité de l'Amour de Dieu* ! Sans doute, le premier livre, analyse des facultés humaines, ne manque pas d'aridité, mais dès que l'auteur en arrive à chanter son poème de l'amour divin, son style s'éleve, s'irise de tous les reflets de sa grande âme, s'embrase d'un feu céleste. Dans les derniers livres consacrés à la peinture des états les plus sublimes de l'oraison, il y a des envolées superbes qui présagent la magnificence de Bossuet et le pathétique de Pascal. C'est l'avis d'un bon juge Fernand Mourret. Et il note avec justesse que le fin psychologue n'attarde jamais son lecteur dans les hauteurs de l'abstraction, mais avec une délicate souplesse sait le ramener aussitôt aux réalités de la vie quotidienne par une comparaison charmante, un proverbe familier, une adroite réminiscence.

Et cependant, malgré toutes ces richesses, que nous venons de signaler en courant, l'illustre écrivain n'y livre pas encore tout le secret de son art.

Si l'on veut connaître, dit A. de Margerie que je résume, toutes les ressources de cette plume charmeresse, si l'on veut savoir notamment avec quelle cloquence du cœur elle sait parler aux âmes en deuil, c'est son incomparable *Correspondance* qu'il faut surtout lire et relire. Là peut-être plus qu'ailleurs sa plume n'a pas pris une ride ; là se vérifie dans toute sa portée la belle formule de Joubert : « Plus une parole ressemble à une pensée, une pensée à une âme, une âme à Dieu, plus tout cela est beau. »

Pie XI a donné François de Sales comme patron aux ouvriers de la plume. Qu'ils tâchent d'écrire ainsi ! Il est vrai que, pour écrire comme lui, il faut penser comme lui, et que, pour penser ainsi, il faut s'efforcer d'aimer et de vivre, comme il a aimé et vécu. Cela, vraiment c'est difficile !

J. SCHYRGENS.



ESPAGNE

La " Révolution »,

M. Louis Bertrand, qui connaît admirablement l'Espagne, publie dans la REVUE DES DEUX MONDES du 15 novembre, un article du plus haut intérêt auquel nous empruntons deux remarquables inter-viws :

Quoi qu'il en soit, j'eus la bonne fortune de rencontrer, au cours de mes visites, deux hommes qui ont joué ou qui sont appelés à jouer un rôle important sous le nouveau régime instauré par le coup d'Etat militaire : Don Victor Pradera, avocat à Saint-Sébastien, ancien député aux Cortès, qui, au lendemain du *pronunciamiento*, fut convoqué à Madrid par le chef du Directoire, pour conférer avec lui sur des questions de politique générale ; et S. E. le Capitaine-général Sanjurjo, actuellement gouverneur civil de Saragosse, ami personnel du dictateur et l'un de ses premiers partisans.

* * *

M. Victor Pradera, avocat de profession, est un homme très cultivé, qui, dans ses préférences, fait une large part à la culture française. Il lit assidûment nos journaux nationalistes, professe une vive admiration pour Barrès et Maurras. En sa qualité de Basque, il ne peut être que régionaliste et traditionaliste. Et, naturellement, c'est un homme éloquent, qui s'exprime presque aussi bien en français qu'en espagnol. Durant tout notre entretien, qui fut long, il mit une charmante coquetterie à ne se servir que de notre langue. J'en étais émerveillé et je ne pus me tenir de lui dire :

— C'est admirable ! Dans une Chambre française, vous vous feriez applaudir !...

Afin d'éviter la dispersion d'une conversation à bâtons rompus, l'éminent avocat avait eu soin de préparer tout son discours, où, avec la précision et la netteté d'un homme d'affaires, il ne réint que l'essentiel.

Il commença par me dire :

— Ne croyez pas que cette opération de salubrité publique ait provoqué, ici, la moindre protestation ! J'étais à mon balcon, lorsqu'un piquet de soldats parut sur cette place, tambour battant et béfonnette au canon, entourant le militaire qui lisait la proclamation de l'état de siège... Eh bien ! je vous en donne ma parole : je n'ai entendu que des battements de mains et des murmures d'approbation !...

D'un geste large, il me montrait la belle Place sur laquelle s'ouvrent les fenêtres de son cabinet de travail, avec sa bordure de théâtres et de grands hôtels cosmopolites.

Puis, tout de suite, en orateur qui va directement au but, il me fit un substantiel historique de l'affaire : ce fut un véritable réquisitoire contre le parlementarisme, tel qu'il a été pratiqué, jusqu'ici, en Espagne.

D'abord le malaise créé dans le pays par un Gouvernement qui ne gouverne pas par des armées de fonctionnaires qui ne fonctionnent pas. Le Gouvernement est issu du Parlement, il est son prisonnier, il ne peut rien sans lui, — et, d'autre part, le Parlement lui-même, au lieu de sortir de la nation, d'en être la représentation, ou l'image réduite, n'est que l'expression d'intérêts particuliers ou d'intérêts de partis.

Un député est fabriqué de toutes pièces, ou bien par le Gouvernement qui garde à sa disposition un certain nombre de sièges auxquels il nomme directement ses candidats, — le Gouvernement émanation du Parlement, ne l'oublions pas, de sorte que, par un cercle vicieux inévitable, tout vient du Parlement et tout y retourne en fin de compte, — ou bien par ce qu'on appelle en Espagne des « caciques », tyranneaux de villages, qui ont dans leur clientèle des populations entières. Ces élus se divisent forcément en partis hostiles, mais qui, depuis un siècle, ont trouvé le moyen de s'arranger et de vivre côte à côte. Il est entendu entre ces partis, qu'ils occuperont le pouvoir à tour de rôle, en bénéficiant, cela va de soi, des petits avantages qui sont attachés à l'exercice de ce pouvoir. Ainsi chaque nouveau ministre traîne derrière lui des hordes d'affamés, — ses électeurs et ses partisans, — qui attendent, quelquefois depuis de longs mois, leur tour d'abreuver et d'assiette au beurre. Le ministre qui s'installe fait maison nette. Du haut en bas du logis administratif, tout le personnel est renouvelé, depuis les premiers dignitaires jusqu'aux concierges et jusqu'aux balayeurs.

Mais les places à distribuer ne sont pas toujours en nombre suffisant pour les appétits à satisfaire. Qu'à cela ne tienne ! On double la chaque emploi, en donnant aux favoris gouvernementaux des fonctions purement décoratives : de sorte que les administrations se peuplent d'une foule de passe-volants qui n'ont qu'à prendre la peine de passer à la caisse, pour toucher leurs émoluments, et de se montrer quelquefois dans les bureaux, pour que la pudeur soit sauve. On voit d'ici les inconvénients qui résultent de ce beau système.

Cela devient tout à fait grave, lorsque les intérêts vitaux du pays sont en jeu : ainsi pour les affaires du Maroc. L'opinion publique a pu accuser, non sans apparence de raison, le Gouvernement issu du parlementarisme de pactiser avec les Rifains, alors que l'armée tentait une marche en avant. On parle de gaspillage, de concussion, de millions engloutis ou volatilisés, on ne sait comment. Enfin, le gros mot de trahison est lâché. On conçoit la colère de la nation contre le Gouvernement rendu responsable des récents échecs de l'armée espagnole : d'abord fureur des militaires qui se disent mal soutenus, désarmés, réduits à l'impuissance et même livrés à l'adversaire, — et enfin

révolte du soldat et du populaire excédés de tant de dépenses et de carnages en pure perte...

Tous ces motifs de mécontentement ou même d'exaspération étaient éminemment favorables à un coup de force contre le pouvoir. Mais le pire, le plus intolérable, ce dont tout le monde, indistinctement, souffrait dans le pays, c'était le manque de sécurité. Dans les grandes villes industrielles, surtout à Barcelone, à Bilbao, à Santander, des bandes de terroristes étaient arrivées à tenir en échec les autorités, à paralyser ou à troubler profondément la vie économique de régions entières. Devant la faiblesse du pouvoir, tous les syndicats, — les indépendants comme les autres, — avaient fini par prendre à leur solde des professionnels de l'assassinat, des « pistoleros », comme on les appelle, véritables virtuoses du revolver, qui abattaient aussi sûrement leur homme que, du temps de Philippe IV, les *bravi* valenciens à la solde des grands seigneurs poignardaient la victime désignée. Pas d'effusion de sang : les stylets étaient tellement minces que la blessure restait invisible et que le blessé mourait d'une hémorragie interne.

Les « pistoleros » de l'anarchie et du communisme mettaient une semblable élégance dans leurs exécutions. Une de leurs plus illustres victimes, le Cardinal Soldevila, archevêque de Saragosse, fut, paraît-il, tué du premier coup, à travers les vitres ou les blindages de son automobile. Il en fut à peu près de même pour cet aimable Eduardo Dato, l'ancien président du Conseil, assassiné, il y a deux ans, dans une rue de Madrid.

Quiconque a pu approcher de M. Dato confessera qu'il séduisait tout de suite par le charme de sa parole autant que par sa distinction d'allures. Il n'y manquait même pas la « belle chevelure de pianiste » notée ailleurs par Maurice Barrès. Que ce charmeur, ce ministre souriant et débonnaire, autant que bien disant, ait soulevé des haines contre lui, des haines mortelles, cela ne se comprendrait pas, si l'on ne savait que ce galant homme eut le courage de maintenir à son poste un gouverneur de Barcelone qui tenta de réprimer les assassinats terroristes : cela suffit pour le désigner aux coups des bandits. Mais leurs balles s'abattaient, sans distinction, sur les gens de toute classe et de tout caractère. Les patrons d'usine furent largement décimés. A Barcelone, on compte les tués par centaines. Les ouvriers ne furent pas d'avantage épargnés : quiconque refusait d'entrer dans un syndicat ou de payer une cotisation était sûr de son affaire. L'anarchie étant à ce point triomphante, on conçoit que tout le monde en avait assez. Chacun aspirait à la fin d'un tel gâchis.

On y aspirait d'autant plus que les meurtriers étaient sûrs de l'impunité. Plus de justice, plus d'autorité ! Les jurés et les juges, épouvantés par des lettres de menaces, n'osaient ni condamner, ni poursuivre les coupables. Les ministres eux-mêmes, terrorisés par les mêmes procédés, n'osaient pas bouger. Cela devenait honteux non seulement pour le Gouvernement, mais pour la société tout entière incapable de se défendre contre de vulgaires grédins. A toutes ces causes d'irritation, chez les hommes soucieux de l'ordre comme de l'intégrité nationale, s'ajoutaient les menées séparatistes d'un certain nombre de catalanisants. Il paraîtrait qu'à Barcelone, on aurait crié « A bas l'Espagne ! » — que le drapeau espagnol aurait été insulté. La mesure était comble...

C'est alors que le général Primo de Rivera entra en scène et que, d'accord avec un certain nombre de ses collègues, soutenu par la presque totalité de l'armée et, on peut le dire, par la majorité de la nation, il lance sa proclamation au peuple espagnol, non sans avoir pris, bien entendu, toutes les précautions et toutes les mesures de police nécessaires en pareil cas.

* * *

Tel est, à peu près, le résumé des événements, que me fit don Victor Pradera. Je me suis borné à y glisser, çà et là, — comme d'ailleurs dans notre conversation, — quelques réflexions ou quelques souvenirs personnels.

Après cet exposé sommaire, mon interlocuteur conclut en ces termes :

— Vous le voyez : cela ne ressemble que de très loin aux *pronunciamientos*, selon la formule ancienne. Il n'est point question d'assouvir des ambitions personnelles ou des appétits de caste. Le Dictateur et ses amis ne sont pas des conspirateurs qui mettent la main sur le pouvoir pour s'en partager les bénéfices, ce sont des braves gens qui relèvent le défi des coquins et qui jugent indigne et lâche, pour quicon-

que tient à sa peau, de ne pas oser la défendre... Oui, sans doute, ils sont sortis de la légalité, et ils s'en vantent. Mais, comme on l'a dit chez vous, en pareilles circonstances, s'ils ont sauté à pieds joints par-dessus cette légalité toute formelle, c'était pour mieux rentrer dans la justice et dans la légalité véritables. Il faut le proclamer bien haut : ce mouvement n'est point militaire, ou il ne l'est qu'en apparence. En réalité, il s'agit d'un grand mouvement national. Pour ceux qui savent voir de loin, c'est le prélude d'une renaissance, c'est un jour nouveau qui commence à poindre. J'ai intitulé *Aurore*, toute une série d'articles que j'ai écrits sur ce sujet, pour *El Debate* : je crois que je ne me trompe pas !...

— Ainsi, dis-je, vous pensez que ce mouvement est sérieux, profond, qu'il a des chances de durer ?...

— J'en suis convaincu ! me dit cet ancien député aux Cortès. Homme politique, je connais assez bien l'esprit de nos provinces du Nord. Mais voyez le pays dans son ensemble : les protestations sont rares. Nos adversaires eux-mêmes se taisent. S'ils ouvrent la bouche, c'est pour approuver la besogne d'assainissement entreprise par le Directoire. Les plus francs avouent que les militaires ont réussi une révolution qui eussent été incapables d'accomplir. Et cette révolution, c'était le salut de l'Espagne, tout simplement !...

— J'entends bien, dis-je : voilà qui est « décousu » assez proprement. Une révolution qui s'accomplit non seulement sans effusion de sang, mais sans tapage, je reconnais que c'est merveilleux !... A présent, il faut recoudre ! Que comptez-vous faire ? Avez-vous un programme ? Et notamment, pour ce qui est du parlementarisme, pensez-vous en avoir fini avec lui ?...

— Je le crois ! dit M. Pradera. Je crois du moins que le parlementarisme de l'ancien régime est bien mort. ...

Sur quoi, il m'exposa tout un projet de réformes, dont il venait d'entretenir le général Primo de Rivera. Ce projet étant tout personnel et sa réalisation paraissant encore lointaine et problématique, il n'est pas urgent de l'exposer en détail au lecteur. Cependant, certains articles, contenus dans ce programme de réformes, accusent des tendances qui ne sont point négligeables : par exemple, pour les élections aux nouvelles Cortès (qui remplaceraient le parlement de l'ancien régime), les citoyens voteraient par classes. Ils seraient divisés en cinq classes : les propriétaires, les industriels, les commerçants, les intellectuels et les travailleurs. Chaque catégorie élirait ses députés dans chaque circonscription, — et les mères de famille auraient le droit de voter. ... Voilà qui est neuf et hardi, — surtout en Espagne !...

En somme : d'après mon interlocuteur, tout le monde est content. Le coup d'Etat militaire satisfait les aspirations nationales, du moins celles de la partie saine de la nation. Enfin le mouvement initié par le Dictateur a les plus grandes chances de se soutenir et d'amener un changement radical dans la politique et même dans les mœurs du pays.

* * *

Je retrouvai un pareil optimisme chez M. le général Sanjurjo, gouverneur civil de Saragosse. Cela ne pouvait pas me surprendre, le général ayant été un des premiers confidents du Dictateur et étant actuellement un de ses collaborateurs les plus actifs. ...

Le général est en civil, sans doute pour accorder son extérieur martial avec ses nouvelles fonctions. Très simple de manières, très cordial, il me rappelle nos officiers d'Afrique, avec quelque chose de plus rude, et, si j'ose dire, de plus populaire. Il sied, d'ailleurs, d'ajouter tout de suite que le général Sanjurjo est ce que nous appelons un Africain, ayant fait une grande partie de sa carrière au Maroc. C'est un chef qui a l'habitude du commandement et qui, comme disent les gens du peuple, « sait parler aux hommes ». Et c'est assurément un chef énergique, qui ne badine point avec la consigne : cela se sent tout de suite. Mais ces façons un peu soldatesques se tempèrent de beaucoup de bonhomie, de sorte que cet homme rude doit savoir persuader et même plaire. On s'explique qu'il ait un certain ascendant sur l'ouvrier, qu'il soit écouté des syndicalistes comme des patrons.

Tout de suite, le général me déclare qu'il ne dira rien... J'en suis quitte pour la peur. Car notre entretien dura une bonne heure au moins. Ce n'était qu'une précaution oratoire. Évidemment, il ne m'exprima aucune opinion sur la révolution militaire, il évita soigneusement d'apprécier les faits. Il savait bien que c'était inutile : sa présence en cet endroit m'en disait plus long que tous les commentaires. Il se

borna à me refaire, après M. Pradera, un historique du coup d'Etat, — historique qui était à la fois une explication et une apologie. De cet exposé, je ne retiendrai que les points suivants, qui étaient neufs pour moi et qui m'ont particulièrement frappé.

D'abord, le général insiste sur l'« honnêteté » du nouveau régime : « Ce que nous tenons à bien montrer à la nation, me dit-il, c'est que nous sommes des braves gens, qui n'ont à cœur que le bien public et la régénération du pays. A la différence des professionnels de la politique, nous ne sommes pas des ambitieux avides de places et d'argent. Au lendemain de la révolution, nous militaires, nous n'avions pas un sou de plus, pas un galon de plus. C'est absolument le contraire de ce que faisaient, autrefois, les auteurs de *pronunciamientos*. ... Ce que nous voulons, c'est que chacun s'acquitte de sa besogne, avec exactitude et probité. Tout le monde à son poste, donnant intégralement ses heures de service, du haut en bas de la hiérarchie ! Et c'est pourquoi nous traquons impitoyablement tous les inutiles, tous les sinecuristes. ... »

En effet, le général ne se vante point : chaque matin, les journaux espagnols publient des listes de fonctionnaires mis à la retraite, — tous les parasites que l'ancien régime entretenait aux dépens du budget. Tous les jours, ce sont de nouvelles charrettes de victimes. Le Directoire ne plaisante pas avec les fonctionnaires sans fonctions,

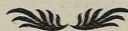
Cette moralité administrative doit pénétrer toute la vie de la nation. Un grand effort est tenté pour assainir les mœurs publiques. On essaiera d'exercer une action réelle sur l'âme du pays. Avant tout, avoir une politique efficiente, — une politique de résultats. Par exemple, lutter partout contre la vie chère, s'opposer aux gains illicites et scandaleux des intermédiaires, écarter, autant que possible, les causes des conflits entre ouvriers et patrons, éviter ou apaiser les grèves.

— J'y ai réussi, me dit le général. J'ai conféré avec les uns et les autres. J'ai dit aux ouvriers comme aux patrons que le temps des vaches grasses est passé. Ce n'est plus comme pendant la Guerre, où l'on gagnait ce que l'on voulait. Il faut savoir s'adapter aux circonstances et se contenter de gains plus modiques, — et même savoir se priver...

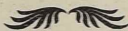
Il avoue, d'ailleurs, avec une parfaite modestie, que le Gouvernement nouveau n'a pas la prétention de trancher d'un seul coup toutes les questions économiques et sociales. Le Directoire militaire se borne à remettre la nation dans la bonne voie. Il trace un sillon que d'autres féconderont après lui. Son œuvre d'épuration accomplie, il s'empressera de céder la place aux civils. Mais, auparavant, il entend faire la maison nette. Les anciens partis politiques, l'ancien personnel dirigeant, tous les professionnels du parlementarisme, qui n'ont que trop montré, pour le malheur du pays, leur incapacité et leur impuissance, tous ces hommes usés seront mis au rancart à tout jamais.

Quant aux Cortès, si elles reparaissent, ce sera sous une autre forme et avec un tout autre esprit.

Telles étaient, à peu près, les conclusions que j'avais emportées du précédent entretien.



Le Cercle Saint Jean de Capistran, annonce pour le mercredi 28 novembre, à 8 h., Salle Coloniale, 34, rue de Stassart, Bruxelles, une conférence de M. Valentin Brifaut, député, sur : Un fléau moderne : la dépopulation.



Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000

Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Foris.

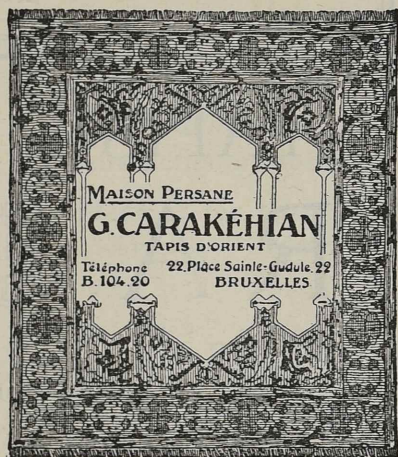
BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



L'ESCAUT

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES

CONTRE

l'Incendie et

les accidents

de toute nature

FONDÉE A ANVERS EN 1821

AU CAPITAL DE **4,200,000 Francs**

Agences dans tout le pays

SIÈGE SOCIAL A ANVERS

10, rue de la Bourse, 10

Directeur : N. DIERCXSSENS

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire. 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.

CHOCOLAT
DU C
CHOCOLAT



LA GRANDE
MARQUE BELGE

La Voix de son Maître

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques.

C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos Catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — Aners

VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

-: **François VAN NES** Successeur :-
13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES TÉL. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

Soleil ou pluie
"NUGGET"
lait

"NUGGET" POLISH

LA MAISON DU TAPIS



BENEZRA



Rue de l'Écuyer. 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS